

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

SAMEDI 18
DIMANCHE 19 JUIN 1977
N° 476 1,70 F
Commission Paritaire 56 942
**
TEL : 636 73 76

D'HELSINKI A BELGRADE :
LA DÉTENTE ET
LA COOPÉRATION

Instruments pour
la pénétration
de l'URSS en
Europe de l'Ouest

LIRE EN PAGE 2

Un satellite français
lancé par une fusée
soviétique

L'ÉTALAGE DE LA PUISSANCE

A l'occasion de l'arrivée de Brejnev en France, un satellite français, a été lancé par une fusée soviétique. Les Soviétiques affirment ainsi que sans les fusées soviétiques, l'impérialisme français devrait se passer de toute une garantie de son programme spatial ou s'en remettre exclusivement à l'impérialisme US. L'écheveau d'accords de tous genres noués avec l'URSS depuis plus de dix ans offre à Brejnev le moyen de faire sentir sa puissance avant d'ouvrir des discussions dont il veut obtenir des concessions politiques importantes de la part de l'impérialisme français.

Ce chantage exercé sous le couvert des «bonnes relations» et de l'«amitié» reçoit en retour bonne grâce et courbettes. Giscard, le premier à féliciter Brejnev pour son accession au titre de chef de l'État après en avoir exercé, plusieurs années durant les fonctions, s'apprête à lui rendre des honneurs exceptionnels. Une revue militaire est prévue où figurera pour la première fois pour une visite de chef d'État, une escadrille de Mirage.

Malmené à Moscou lors de son précédent voyage, Giscard se met en quatre pour flatter le représentant agressif du social impérialisme russe. Tout en se réalignant sur l'impérialisme américain, il va de concessions en concessions devant l'autre super puissance qui étale ostensiblement sa force, et exige de plus en plus que l'impérialisme français se soumette à ses vues.

Alors que les deux super puissances préparent la guerre, la bourgeoisie française se soumet à leurs prétentions. Pour lutter pour l'indépendance nationale et combattre le danger de guerre, préparons la révolution.

CONGRÈS DU PS

DANS L'ANTICHAMBRE DU POUVOIR

SYNTHESE DIFFICILE



75,78 % pour la majorité, 24,21 % pour le CERES. Ce sont les résultats qu'ont obtenus les deux motions. Sur les débats d'hier planait la proximité du pouvoir. Mauroy le rappelait, dans son rapport d'activité qui a ouvert ce congrès : «L'enjeu est essentiel, (...) il est de préparer les socialistes à une échéance historique, c'est à dire celle du pouvoir, et de montrer aux Français combien nous sommes cohérents». Il posait ainsi le véritable enjeu de ce congrès : le PS parviendra-t-il à conserver sa cohé-

sion, et à quel prix, jusqu'aux législatives ? Mauroy, répondant à une interview, tenta de minimiser ces divisions : «au fond, il est tout à fait naturel qu'un grand parti socialiste ait une majorité et une minorité. C'est l'évidence d'une grande organisation démocratique. L'essentiel est... d'être un parti uni où le souci majeur est le souci de la cohésion». Le souci majeur, en l'occurrence, est, pour la majorité, d'obtenir du CERES un maximum de concessions et de reculs, et pour la minorité, d'obtenir la synthèse en

concedant le minimum. Les positions proches du PCF que prend fréquemment le CERES inquiètent la majorité qui voit là une source de contradictions croissantes après une victoire de la gauche. C'est bien cette question que la majorité veut régler, soit en intégrant la minorité, soit en la rejetant. Mais les divergences entre les deux tendances dépassent largement le cadre de simples différences de tactiques. Elles représentent deux alternatives bourgeoises fondamentalement différentes, l'une, majoritaire se préparant à une alliance avec Giscard, l'autre minoritaire, s'orientant plus vers le capitalisme d'État du PCF. Dans ces conditions, il est certain qu'un accord sur une motion de synthèse ne peut être qu'un simple camouflage des contradictions.

Olivier LUSSAC

Balayeurs du métro :

Gala de soutien aujourd'hui à 20h30 à la Mutualité

(VOIR NOTRE ARTICLE EN P.5)

SOLOCI
(KOENISGMACKER)

La lutte a payé

(VOIR P.6)

Les travailleurs rouennais à l'offensive

(VOIR P.5)

LIP Journées portes ouvertes ce week-end L'occasion d'un débat nécessaire



(LIRE P.6)

Dernière minute

● Les racistes Rhodésiens viennent de déclencher une nouvelle agression contre le Mozambique. Ils utilisent l'aviation lourde, l'artillerie, les transports de troupes. Les combats se poursuivent.

● Six morts à Port Elisabeth en Afrique du Sud. Un an après Soweto, les manifestations de la population africaine se poursuivent et se heurtent à une violente répression.

- Pour dénoncer les préparatifs de guerre de Moscou
- Pour dénoncer l'esprit de capitulation des partis de gauche et de droite
- Pour dénoncer la dictature fasciste en URSS
- Pour soutenir le combat des ouvriers, paysans, démocrates soviétiques et des pays de l'Est
- Pour la révolution prolétarienne, seule garantie de l'indépendance nationale

Dehors Brejnev, représentant du social-impérialisme russe !

PARIS MANIFESTATION

Samedi 18 juin 16H

Place de la République

A l'appel :

- des communistes marxistes-léninistes de France de l'Humanité Rouge
- Fédérations de Paris du Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste
- de la Jeunesse Communiste Marxiste-Léniniste de France
- de l'Union Communiste de la Jeunesse Révolutionnaire

D'Helsinki à Belgrade : la détente et la coopération

LES INSTRUMENTS POUR LA PÉNÉTRATION DE L'URSS EN EUROPE DE L'OUEST

Suzanne VALLÉE et Anne RHEIN

«Le commerce est une façon de donner corps à la détente», répètent à l'envie les diplomates soviétiques. Dans le sillage du gaullisme, tous les pays européens, les uns plus tôt, les autres plus tard, se sont engagés à leur tour dans la voie de l'«Ostpolitik» (politique «d'ouverture à l'Est»). De 66 à 75 : depuis lors l'«Esprit d'Helsinki» fournit une couverture honorable (sous l'apparence d'une politique cohérente et réfléchie) aux tractations diverses, une multitude d'accords de «coopération», tant commerciale que scientifique et technique, sont venus tresser entre l'Est et l'Ouest un réseau complexe d'échanges. De cette course à la conquête du marché le plus avantageux, l'URSS, forte de la discipline qu'elle impose au bloc soviétique, agitant sans cesse la menace de se retrancher derrière le «rideau de fer», tire le meilleur profit. Habilement, souvent avec cynisme, elle joue du poids qu'elle représente et de la faiblesse relative de ses partenaires pour obtenir, sous le couvert de maintenir de «bonnes relations», des concessions politiques.



EN ORDRE DISPERSÉ

Très vite, les États européens sont amenés à se rendre à l'évidence : se placer sur le marché soviétique exige des concessions permanentes sur le plan politique. Première au départ de cette course au marché, la Grande-Bretagne paye rapidement le prix de son manque de «compréhension» dans l'affaire tchécoslovaque ; en 76, les revues économiques anglaises spécialisées déplorent encore l'avance perdue en 68 au profit de l'Italie, de la République Fédérale Allemande et de la France. Inversement, tant qu'elle n'aura pas accepté d'arriver à un accord qui convienne à l'URSS sur la question des frontières (ligne Oder-Ness) et de Berlin, la RFA marquera le pas dans sa pénétration à l'Est. Mais elle démarre en flèche, à partir de 72. Cependant que l'Italie, que sa crise latente rend particulièrement accommodante, demeure un partenaire commercial privilégié de l'URSS.

Ainsi les pays de l'Europe de l'Ouest sont-ils amenés, en dépit de la construction européenne, à se livrer à une âpre concurrence, dont l'URSS joue habilement. Pour obtenir des crédits, d'abord ; pour obtenir également avec certaine «sagesse» politique : un pays qui exprimerait son désaccord se verrait accuser de «remettre en cause la détente» et les marchés soviétiques lui seraient fermés.

C'est ainsi que Wilson, premier ministre, travailliste, du Royaume Uni, revenant d'un voyage à Moscou, se voit attaquer à la Chambre des Communes pour avoir concédé à l'URSS un crédit d'un milliard de livres. Il se trouve à dire pour sa défense rien d'autre que : «Ce crédit reste inférieur à celui récemment accordé par la France, et c'était le seul moyen pour nous d'obtenir le marché». «La dure lutte concurrentielle qui existe sur les marchés occidentaux», reconnaît en 75 le ministre ouest-allemand de l'économie, Friderichs, lors de sa visite à la première exposition de la RFA à Moscou, «engendre de véritables performances technologiques que l'on peut offrir à point nommé à l'Union soviétique».

LE MÉCANISME DES ÉCHANGES

La «normalisation» des relations entre les États ouest-européens et l'Union soviétique a commencé par la conclusion d'accords culturels, bientôt suivis d'accords sur la «coopération économique, scientifique, technique et industrielle» et d'accords commerciaux à long terme... Elle s'accompagne souvent de l'implantation de banques soviétiques en Europe comme la banque du Danube à Vienne, la banque Narodny à Londres, ou celle de l'Europe du Nord à Paris. Destinées à subventionner certains accords commerciaux, mais aussi se livrant à des transactions qui leur sont propres, ces banques fonctionnent comme n'importe quelle banque capitaliste.

L'URSS propose ses matières premières : son pétrole, ses métaux, son gaz, ses fourrures et ses diamants. En contre-partie, elle cherche avant tout des produits d'industrie lourde, du matériel électronique,

informatique, des biens d'équipement et des usines clés en main. Elle achète tout particulièrement de la technologie. Elle a besoin de machines, de matériel atomique, d'installations de combinats d'aciéries, de véhicules motorisés, industrie de papeterie et produits alimentaires... Mais tout cela s'inscrit dans un projet cohérent et organisé. En 74, Kossyguine impose à Kreisky, chancelier d'Autriche, en visite à Moscou, la signature d'un memorandum sur les problèmes de la coopération commerciale et économique dans lequel on relève cette phrase : «Il faut utiliser plus activement, dans l'intérêt mutuel, les avantages de la division internationale du travail, tant dans la sphère des rapports bilatéraux que sur une vaste base européenne».

Installer «la division du travail à une échelle européenne», cela tend à imprimer aux économies des pays signataires une orientation à long terme, dont la rentabilisation implique le maintien de bons rapports avec l'URSS. C'est donc l'acceptation par la partenaire le plus faible des choix dictés par le plus fort. C'est bien ce vers quoi tend l'URSS, qui dispose d'une marge de manœuvre que n'ont pas les pays européens.

Ainsi, l'une des raisons pour laquelle, de 68 à 75, les échanges stagnent entre l'URSS et le Royaume Uni, c'est, bien sûr, l'attitude adoptée par cette dernière à l'égard de l'invasion de Prague (suivie, en 71, de l'expulsion par le gouvernement conservateur de Londres de 105 diplomates de l'ambassade soviétique, reconnus coupables d'espionnage). Mais elle est également liée au fait que les industriels britanniques exigeaient un paiement immédiat. De là, la conclusion de marchés rares, obtenus à l'arrachée, d'une valeur oscillant entre 20 millions et 50 millions de livres. Inversement, les échanges se multiplient à partir du moment où la Grande-Bretagne (après le voyage de Wilson à Moscou) accepte d'être payée en produits finis issus des usines livrées par elle, ou simplement en exportations soviétiques ; c'est ainsi que la Grande-Bretagne «obtient» le contrat pour le renouvellement en URSS de la technologie dépassée dans le domaine de la chimie, de la pétrochimie, de l'automobile et de l'industrie légère, contrat pour lequel elle était en concurrence avec la France et la RFA.

UN DÉSÉQUILIBRE PERMANENT AU PROFIT DE L'URSS

Ce que recherche avant tout l'URSS, c'est l'obtention de crédits. Giscard lui en a récemment, consenti un de plus de 2 milliards et demi. L'Italie, en dépit — ou à cause — de la crise qui la talonne, lui en a ouvert un de 900 millions de dollars. Wilson avait, lui, cédé pour 1 milliard de livres. Seule la République Fédérale Allemande, forte de sa puissance économique, n'a point cédé jusqu'ici (ce qui amène d'ailleurs l'URSS à chercher d'autres sources d'approvisionnement) et exige d'être payée comptant pour une bonne part.

— Mais partout, c'est l'inquiétude — L'endettement énorme du «bloc» soviétique à

l'égard de l'Ouest (plus de 40 milliards de dollars), pose des questions de plus en plus nombreuses sur sa solvabilité — et voilà les pays européens entraînés dans la recherche de «formes nouvelles de coopération», susceptibles de lui donner des «garanties». Or ces garanties ne sont rien d'autre que les modalités de paiement que recherche l'Union soviétique :

«Le principal problème dans le commerce anglo-soviétique, déclare par exemple un industriel britannique, est le même qu'avec le reste de l'Europe de l'Est, à savoir : comment se donner des garanties sur le paiement par les Soviétiques des importations de technologie britannique. Dans le cas de l'URSS cela signifie prendre possession du produit fini, spécialement pour les projets qui n'entrent pas dans le plan quinquennal».

Et en Italie, où le processus est encore plus avancé, ces «garanties» mêmes ne suffisent plus ; aussi, pour s'en donner de meilleures, l'Italie en vient à une nouvelle forme de coopération : celle qui associe la technologie et les capitaux occidentaux à la main d'œuvre d'URSS pour l'exploitation mixte d'entreprises, soit en Union soviétique même, soit dans les pays en développement d'Afrique et d'Asie. Et l'on voit Agnelli, le PDG de Fiat, dont les liens tissés avec l'URSS sont extrêmement importants, s'extasier devant l'ampleur de l'exploitation subie par les ouvriers russes, à Togliattigrad, et s'exclamer «En Europe, nous sommes incapables d'obtenir une telle rentabilité».

— L'autre aspect, qui conduit les pays européens à rechercher de plus en plus ce type de coopération, c'est celui du déséquilibre permanent de la balance commerciale en faveur de l'URSS : en fin 74, les exportations soviétiques à destination de la Grande-Bretagne étaient quatre fois plus élevées que les exportations britanniques vers l'URSS (287 millions de livres contre 73 millions de livres pour les 9 premiers mois de l'année). Même problème avec l'Italie. D'où l'ouverture des crédits mentionnés, car, pour les industries européennes, exporter est vital. C'est au point que Brejnev, qui en joue, ricane en 75, lors de la visite de Wilson : «Il est enthousiasmant» souligne-t-il, «de voir combien les commandes soviétiques vont fournir du travail à des milliers de travailleurs anglais !».

Mais, en 77, l'URSS n'a toujours fait appel qu'à 5% des crédits consentis par la Grande-Bretagne alors qu'elle use largement de ceux ouverts par l'Italie. La raison en est que les relations sont bien meilleures sur le plan politique, avec ce dernier pays, plus faible, et où le parti révisionniste joue un rôle de poids. Tandis que la Grande-Bretagne s'est élevée à plusieurs reprises contre la pénétration soviétique en Afrique, et l'a mise en garde contre d'éventuelles tentatives en Afrique Australe, rappelant que «la détente est une», et qu'«il y a des limites au rôle de superpuissance : il faut savoir où s'arrêter».

UN ATOUT DE POIDS POUR LES PRESSIONS POLITIQUES

Jouer sur la concurrence entre pays européens, sur leur faiblesse économique et

politique, est un art dans lequel Brejnev est passé maître. Un manque de docilité politique est immédiatement sanctionné par un gel des échanges commerciaux ; quoique l'URSS soit elle aussi dépendante de ses relations avec l'Ouest, elle est en mesure de choisir ses partenaires et d'avantager l'un au détriment des autres. Ainsi les visites «au sommet» se multiplient, Giscard, Schmidt, Leone rencontrent Brejnev, les communiqués communs font état de «communauté de vues» sur les problèmes d'Afrique, du Moyen-Orient, et soulignent l'attachement réciproque à la «détente». Celle-ci sert d'épouvantail. Suivant leur force, les États européens offrent plus ou moins de résistance. Celui où cette résistance est la plus efficace est sans aucun doute la RFA. Seule de tous les États européens, la RFA réussit à rester, dans une certaine mesure, maîtresse du jeu dans les relations avec l'URSS ; partant du principe que «l'Allemagne de l'Ouest ne peut pas accorder à l'Union soviétique les mêmes avantages qu'à un pays sous-développé» (Schmidt), la République Fédérale, dont la balance commerciale avec l'URSS présentait en 75 un excédent favorable d'1 milliard de Deutsch Marks, exige d'être payée au comptant, tout ou partie. Mais là encore, il ne s'agit que d'une force toute relative : les deux parties s'accordent à reconnaître que dans leurs échanges, «l'intérêt ne réside pas seulement dans l'ampleur de la coopération, mais également dans ses perspectives de durée». Des accords de coopération, engageant la fourniture de gaz soviétique contre des tubes de grand diamètre pour gazoduc, engage la République Fédérale jusqu'en l'an 2 000. Dans ces conditions, la RFA ne peut que trouver intempestive la campagne de Carter sur les droits de l'homme, qui risquerait de compromettre la détente, tout en se déclarant «préoccupée» par «les efforts d'armements déployés par les États du Pacte de Varsovie».

Mais tous les pays européens n'offrent pas — il s'en faut de beaucoup, le même degré de résistance. La Grande-Bretagne durcit son attitude, pour des raisons notamment de politique intérieure : la montée des conservateurs, qui dénoncent violemment les «visées d'hégémonie mondiale» de l'URSS ainsi que la mobilisation intérieure d'un certain nombre de mouvements hostiles à l'URSS, par exemple les manifestations qui accueillirent Chelapine, ex-directeur du KGB et président des syndicats et membre du Bureau Politique et le bon accueil aux dissidents sont une preuve. Mais Giscard refuse de recevoir Amalric, et l'Italie cède à la moindre pression. Le Soviétique Ponomarev intervient ouvertement pour dicter à la France sa politique, il suffit d'une démarche de l'ambassadeur soviétique à Rome pour faire changer le programme de la biennale de Venise, axée sur la lutte des dissidents dans les pays de l'Est, et obtenir la démission du directeur responsable de cet acte d'indépendance. Le souci de conserver de «bonnes relations, conduit de démissions en lâchetés, à un esprit de capitulation, auquel l'on s'efforce de donner un semblant de grandeur sous le nom de politique de détente.

Congrès du PS

Dans l'antichambre du pouvoir

SYNTHESE DIFFICILE

4 441 mandats à la motion 1 ; 1 419 à la motion 2, présentés par les minoritaires du CERES, 51 abstentions et 3 refus de vote en donnant au CERES 24,21 % des mandats. Et 75,78 % à la majorité. Les congrès fédéraux ont marqué l'échec de la direction socialiste, cela réduit son opposition interne. Celle-ci subit à peine un tassement de 1 % de son influence.

Or, chaque orateur rappelle à la tribune : le PS est à la veille de parvenir au gouvernement. Discutant avec Chevènement le leader du CERES, Defferre, le maire de Marseille, 3^e en position sur la liste du comité directeur,

La matinée avait été consacrée au rapport officiel de la direction sortante. Quelques délégués interviennent dans le brouhaha général d'une salle où la quasi-totalité des sièges étaient vides : visiblement, on en était au hors-d'œuvre, d'ailleurs, Mitterrand ne devait faire son apparition que bien plus tard, dans le milieu de l'après-midi. Est-ce par coquetterie démagogique ou les délégués étaient-ils trop préoccupés par les difficiles questions que leur Parti a à résoudre ces trois jours ? Toujours est-il que son arrivée à la tribune suscitait plutôt un mouvement d'intérêt qu'un réel enthousiasme. Déjà, pourtant, dès le matin, une indication était donnée avec l'annonce par Michel Charzat du CERES de la décision de son courant de voter les quitus de la direction sortante : chassés de la direction depuis deux ans, les minoritaires affirmaient ainsi leur souci d'apparaître unitaires fût-ce pour deux, afin d'être en mesure de passer à nouveau sur l'orientation du PS.

Dans l'après-midi, les premières interventions sont cependant venues indiquer que la synthèse «souhaitée par le CERES ne sera pas chose facile», on comptera pour peu de choses les polémiques entretenues entre les deux courants sur les bavures «passées» au CERES qui remettaient en cause la dissolution de la section de Créteil et la Fédération de la Loire à l'occasion des élections municipales. Fajardie, responsable des questions électorales répond que c'était le «devoir» de la direction, et rappelle qu'à Saint-Chamond, Badet (le nouveau maire PS) «ne doit pas son élection à quelques camarades dont l'un est venu porter la contradiction à Louis Mermaz dans des réunions publiques».

Deux interventions des majoritaires, celles de Mauroy et d'Estier permettront beaucoup mieux de prendre la température. «Il faut approfondir les divergences sur le plan politique et apporter une réponse sur le plan politique», s'exclame le premier, et de demander «Sommes nous bien d'accord sur les nationalisations, leur contenu... sur les marchés... sur l'Europe ?» Estier, à son tour reproche à Chevènement son interview du matin au «Figaro», dans laquelle il se désolidarise une fois de plus des positions du PS sur l'Europe, précisera

l'objectif du courant I. Il s'agit de «prendre la motion 1 pour base» d'une éventuelle synthèse.

Ainsi, alors que la majorité du PS pendant toute la préparation du congrès, mettait l'accent sur les problèmes de discipline intérieure,



re, sommant le CERES de renoncer à ses pratiques fractionnelles, là voici qui vient maintenant sur le terrain politique où le CERES prétendait de son côté situer le débat selon des vraisemblances.

Il s'agit d'amener la minorité à une rédition la plus complète possible, y compris dans le corps de sa doctrine, ce qui n'empêche d'ailleurs pas de mener les exigences disciplinaires : Mauroy a annoncé qu'il «fera demain la proposition

de supprimer les journaux et revues» des courants et donc celle du CERES, «Re-pères», la plus importante.

C'est bien la question épineuse que la majorité cherche à résoudre à Nantes, soit en intégrant le CERES dans ses rangs, soit en le maintenant dans l'opposition.

de son courant dans la direction, voir l'unanimité sans réalité ; mais force lui était précisé : «une synthèse n'est pas un ralliement».

S'opposant à Mauroy il affirmait : «Nous ne sommes pas ici pour approfondir les divergences mais pour définir les convergences».



certes en privé. Leurs responsables évitaient dans le courant de l'après-midi de se prononcer sur les «chances de la synthèse» présentant comme «normal» les exigences présentées par Estier. Certes, Guidoni, prenant la parole en leur nom, commençait par égrener la suite des congrès, constatant que des huit motions en présence, on était passé à six, puis à quatre, puis à deux aujourd'hui, voulant y voir un signe «de bon augure» : c'était indiquer qu'il souhaitait avec l'intégration

de son courant dans la direction, voir l'unanimité sans réalité ; mais force lui était précisé : «une synthèse n'est pas un ralliement».



C'est en définitive des réunions séparées des deux courants qui se tenaient en fin d'après-midi, que devait vraisemblablement se dégager la tournure de l'affrontement. Jusqu'où la majorité élèverait-elle ses exigences, jusqu'où la minorité accepterait-elle de se soumettre ? Dans un congrès où les rapports de force se sont dévoilés stables depuis deux ans, il était inévitable que la solution ne puisse se dessiner qu'au terme d'une lutte difficile.

LA NUIT DU 4 AOÛT !

Pendant plus de 2 heures les deux courants se sont réunis à huis clos. D'après ce qu'on peut savoir, la réunion du courant Defferre s'y est affirmée être partisane de la synthèse parce que le PS est au seuil du pouvoir et que les contradictions passent à l'intérieur même des courants, sur l'Europe et le nucléaire par exemple. Il sera contredit dans toute une série d'interventions sur le thème : «Le CERES veut réintégrer la direction nationale parce qu'il sait qu'après les élections, les dirigeants actuels du parti seront dans les ministères et qu'ainsi, il pourra prendre leur place profitant du vide ainsi créé».

C'est notamment le secré-

taire adjoint de la Loire, membre du courant 1 dans une fédération majoritaire CERES, et un délégué de la Marne qui se sont déclarés les plus hostiles à la synthèse. «On les connaît», disaient-ils, en substance. Certains parlaient de faire éclater le CERES ; une forte minorité se déclarait hostile à tout compromis. La réunion s'est terminée par une conclusion de Mauroy, le N° 2 du PS : depuis le matin toutes ses interventions allaient dans le même sens : la liquidation des courants. Pour ce faire, lors de la réunion, il a proposé une technique en 2 temps pour aboutir à «une synthèse de rigueur», en premier lieu il veut que de ce congrès une synthèse politique soit réalisée et que

«dans quelques mois une convention nationale ayant force de congrès» fixe les normes organisationnelles afin d'en finir avec les courants.

Cette technique vise probablement à saper les bases politiques du CERES dans un premier temps et après lui avoir ôté ainsi toute raison d'être lui faire interdire par l'ensemble du PS toute forme d'expression autonome. Ceci devrait empêcher selon lui «La nuit du 4 août définitive des courants dans le parti». Mauroy réussira-t-il à liquider l'assise du CERES à l'occasion de ce congrès, chose à laquelle la majorité n'est pas parvenue lors de sa préparation ?

Baillot et l'armée de «demain» !

Louis Baillot, spécialiste du PCF est revenu, au cours d'une soirée-débat, sur la question du service militaire. Réaffirmant les orientations récentes du parti révisionniste, notamment concernant l'arme nucléaire, il évoqua les mouvements actuels dans l'armée (comités de soldats), signes concrets de la crise profonde qui mine l'État bourgeois, en les expliquant par la manipulation des soldats «par les groupes gauchistes, qui apportent leur concours au partisans de l'armée de

lante analyse, il critiqua la position du programme commun sur la durée du service, en affirmant : «Ce n'est pas nous qui avons proposé de ramener le service à six mois». De toute façon, dit-il, «dans l'état actuel des choses, un gouvernement de gauche ne peut décider de mettre le service à six mois... Qu'on le veuille ou non, ce serait abonder dans le sens d'une armée de volontaires». Mais il ne dira rien sur la nature de classe de cette armée, et sur son rôle après une éventuelle victoire de la gauche !

Monod visionnaire ?

Jérôme Monod, secrétaire général du RPR, a critiqué implicitement la tactique électorale de Giscard, lors de l'assemblée des militants de l'Isère RPR, à Grenoble mercredi soir. Il a notamment déclaré : «Le pari consistant à compter sur les socialistes pour freiner l'ambition communiste est un parti criminel...» Le Parti Socialiste est «un parti faible parce qu'il est divisé. Il est presque totalement détourné de son héritage républicain ? Entre le réformisme des vieux socialistes et le marxisme révolutionnaire du CERES, le fossé est devenu infranchissable. Certains, dans la majorité, tirent argument de cette division pour minimiser le danger... Une victoire des signataires du programme commun aux élections prochaines avec les communistes. Face à cette redoutable alliance qui constituerait évidemment la majorité de la nouvelle majorité, l'influence modératrice des vieux socialistes ne pèserait pas bien lourd».

Vers une réglementation des sondages ?

La commission des lois de l'Assemblée nationale a adopté une proposition de loi concernant les sondages : cette proposition prévoit que soient interdits, durant les deux semaines qui précèdent un scrutin, et entre deux scrutins, la publication, la diffusion et le commentaire de tout sondage. Seuls les sondages donnant connaissance des résultats et effectués entre la fermeture du dernier bureau de vote et l'annonce des résultats définitifs seront autorisés. Ce projet s'applique à toute consultation, présidentielle, législative, municipale et référendum.

Les suites d'un débat

Chirac, après le débat sur l'élection du Parlement européen au suffrage universel, ne s'avoue pas «vaincu» : il a déclaré que son parti demanderait une renégociation «le moment venu». De son côté, l'UJF, organisation des jeunes gaullistes, voulait provoquer des élections législatives anticipées. Quant à lui, Michel Debré a déclaré qu'il aurait voté le motion de censure, si quelqu'un avait osé en déposer une !

Cumul ou récompense ?

Michel Péricard, maire RPR de Saint-Germain-en-Laye, a été nommé membre du comité central du RPR, lors de son congrès extraordinaire, le week-end dernier. Mais ce monsieur est en même temps directeur de Radio-France. Les journalistes du SNJ (Syndicat National des Journalistes), se sont insurgés contre ce «cumul de hautes responsabilités». Le terme «cumul» est ici déplacé : la promotion récente de Péricard correspond à ses bons et loyaux services au RPR à Radio-France !

Quand Chirac étale sa kultur à Beaubourg

Beaubourg, le pompidolium, a vécu hier de grandes heures. La culture s'y est étalée comme le fond d'un pot de confiture rancie, sur une tranche de pain rassis. Chirac en personne était présent pour inaugurer la fête du livre. Pour apprécier ses propos, de fins lettrés en uniforme plus habitués à manier la matraque que la plume étaient venus nombreux.

«La foule ici présente» a dit Chirac devant une centaine d'éditeurs, de flics et une poignée de bourgeois désœuvrés «atteste du succès de cette manifestation». Le maire de Paris a déclaré vouloir «aider les jeunes poètes à s'exprimer» et annoncé un effort important en leur faveur. Il n'a pas donné plus de précisions, sur sa conception de l'aide à la «jeune poésie» et notamment s'il offrirait le cirage ou la brosse à reluire.

CONGRÈS DU PS

UNE SYNTHÈSE INCERTAINE

Le congrès du parti socialiste qui a débuté hier à Nantes, est le troisième depuis celui d'Épinay, où s'étaient réunis en un seul groupe les différents congrès qui constituaient alors la social-démocratie. Nantes, prend une importance particulière puisqu'il est normalement le dernier congrès du PS qui se tiendra avant les prochaines élections législatives. La question centrale sera de savoir si ce parti parviendra à réaliser l'unité de toutes ses composantes. En effet, il n'est pas possible de réduire les différentes tendances qui traversent ce parti au courant majoritaire, représenté par Mitterrand, et au CERES dont le leader le plus connu est Chevènement. Toute

une série de nuances distingue les divers signataires de la motion I, par exemple, ne serait-ce que sur l'attitude à adopter les uns par rapport aux autres... (Mauroy par rapport à Mitterrand, Mitterrand par rapport à Rocard, etc.). De manière plus nette, les principaux leaders ne sont pas d'accord entre eux sur l'attitude à adopter face à la minorité CERES.

Celui-ci pour sa part, n'est pas non plus homogène. Les conditions dans lesquelles il a voté au congrès fédéral du Nord, la synthèse proposée par Mauroy, bras droit de Mitterrand, l'illustre clairement.

La réalisation de l'unité sera donc complexe. C'est principalement au

sujet des questions suivantes que portent les désaccords.

- Renégociation du programme commun : extension ou non du nombre des entreprises sur lesquelles l'Etat doit étendre son contrôle et sous quelles formes, nationalisations à la manière révisionniste ou prise de participation majoritaire ?

- Sur la question des rapports avec le parti révisionniste sera également au cœur des débats.

- Une troisième question retiendra, dans une moindre mesure, l'attention des délégués : l'attitude que devra adopter le nouveau gouvernement de gauche face au mouvement de masse que Mitterrand

avoue redouter et que Chevènement prétend souhaiter.

- Enfin, dernier point essentiel, la question de l'Europe. C'est sans conteste sur ce point, ainsi que sur les nationalisations, que le débat sera le plus dur, même s'il est vrai que la loi sur l'élection du Parlement Européen étant adoptée, il perd une partie de son enjeu. Personne ne le dira à Nantes, mais la question est bien de savoir s'il faut aménager le capitalisme actuel, comme le désire Mitterrand ou s'il faut s'acheminer vers le capitalisme d'Etat à la mode révisionniste comme le souhaite le CERES. Ce seront ces points qui alimenteront l'essentiel des débats.

SUR LES QUESTIONS DE «VIE INTERNE»

Le CERES s'engagera-t-il oui ou non à éliminer son organisation propre ? Acceptera-t-il d'abandonner ses locaux, l'habitude de percevoir ses cotisations (sous forme de souscriptions pour sa revue), de tenir des réunions hors-parti où ne sont invités que certains adhérents ? Et enfin, dernier point et non des moindres pour Mitterrand, le CERES cessera-t-il de prendre des positions publiques dans lesquelles il marque son désaccord avec la direction du PS ? Les dernières déclarations de part et d'autre, laissent penser que c'est bien sur cette partie du congrès que se fera la syn-

thèse ou non, les désaccords politiques ne cessant d'ailleurs pas pour autant, en cas de «synthèse».

Le CERES, pour sa part, est favorable, car elle lui permettrait de réintégrer le secrétariat national, véritable instance de direction du PS, dont il est évincé depuis le congrès de Pau. Mais il met, une seule condition à la synthèse, c'est que sous une forme ou sous une autre, il puisse continuer à être organisé en tendance de manière à peser efficacement sur l'orientation de la «social-démocratie» selon ses propres termes...

Dans ces conditions, il est clair que la lutte est serrée !

François MARCHADIER

extraits de statuts

«Article 5

La règle de la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne s'applique à l'élection des organismes du Parti à tous les échelons.

a) Au niveau national (Comité Directeur, Commission Nationale des Conflits, Commission Nationale de Contrôle), elle s'applique en fonction des résultats obtenus par les motions issues de la Commission des résolutions.

Une liste des candidats est annexée à chacune des motions soumises au vote indicatif. La composition des listes annexées aux motions de synthèse est établie proportionnellement aux résultats du vote indicatif.

Chaque courant désigne ses représentants. (...).

3 CONGRÈS...

1969 - La vieille SFIO prétend pour la première fois faire peau neuve ; un congrès «d'unification» est convoqué ; en fait, seul, un petit groupe se ralliera à cette occasion ; le pouvoir du vieil appareil de Guy Mollet est encore trop assuré pour que Mitterrand se risque dans la galère. Ce congrès décidera de présenter Defferre aux élections présidentielles : il obtient 5% des voix ; la SFIO touche le fond.

1971 - Cette fois-ci, à Épinay, l'opération de ralliement de Mitterrand est effective ; il prend la direction du nouveau PS en s'appuyant sur Defferre, Mauroy et le CERES, en plus de son groupe de la «convention» ; l'appoint des voix du CERES est nécessaire pour réaliser cette majorité.

1975 - À Pau, se réunit le 3^e congrès du nouveau PS. Il est fort de la remontée effectuée aux élections législatives de 73, de la campagne électorale de Mitterrand en 74. Une partie des militants du PSU et des cadres de la CFDT le rejoignent.

À cette occasion, le CERES, qui représente un quart des mandats (8,5% en 71), est mis à l'écart de la direction, par une coalition où la plupart des anciens partisans de Guy Mollet ont rejoint Mitterrand.

A LA DIRECTION : PEU DE NOUVEAUTÉS

Avant le congrès, Mitterrand avait publiquement fait état de son intention de renouveler l'appareil dirigeant du PS. En particulier, il insistait sur le rôle que devaient jouer, selon lui, ceux qu'il appelle «les sabras», c'est-à-dire les nouveaux adhérents, postérieurs au congrès d'Épinay (en 71), non rattachés par leur origine aux groupes préexistants, et qui ont «fait leurs preuves» lors des dernières élections municipales.

Le résultat est mince : par rapport aux 96 élus du courant 1 au comité directeur en 75, 16 nouveaux noms seulement apparaissent sur la liste ; parmi eux, 3 seulement répondent à la définition donnée : Françoise Gaspard, maire de Dreux, Badet, maire de Saint-Chamond, et Lemoine, maire de Chartres. On remarque en plus Attali et Fabius, 2 des nouveaux technocrates qui participent à l'élaboration des projets économiques. Mais le plus piquant est de retrouver Notebart (Nord), autrefois leader d'une tendance minoritaire opposée au programme commun, et qui a rejoint pour l'occasion le «courant 1» ; décidément, les groupes de pression internes et le délicat équilibre réalisé entre eux rendent difficile un renouvellement des cadres du parti socialiste.

LES 2 MOTIONS PRÉSENTÉES

▷ SUR L'UNITÉ DU PARTI

UNITÉ DU PARTI MOTION I

(...) «Ce qui est en cause : c'est le fractionnisme ; ce qui est en jeu, c'est la nécessité de la discipline» (...). Nous proposons que l'unanimité du parti se fasse autour d'une règle simple ainsi rédigée : aucun courant de pensée ne peut disposer de locaux et de moyens financiers qui lui soient propres, prélever des cotisations sur nos adhérents, organiser en dehors du parti, et sans son accord, réunions, stages et séminaires, émettre des positions publiques différentes de celles dont le parti a

souverainement tranché dans ses assises régulières».

SUR L'UNITÉ DU PARTI MOTION II

«Ce serait une erreur fatale que de croire que l'on pourrait avancer vers le socialisme sans (...) un parti démocratique».

«(...) Nous devons faire vivre plus pleinement la démocratie du parti dans le respect scrupuleux des statuts (...).»

«Pour nous, la cohésion du parti et sa démocratie intérieure sont un seul et même problème (...).»

▷ SUR LES NATIONALISATIONS ET SUR LA RÉACTUALISATION DU PROGRAMME COMMUN

RÉACTUALISATION DU PROGRAMME COMMUN MOTION II

«La nationalisation des principaux centres d'accumulation capitaliste est une des conditions nécessaires de la rupture avec le système. Il faut pour cela qu'elle concerne l'essentiel des groupes dominants : à la liste établie par le programme commun, le parti a déjà proposé par la voix de ses dirigeants, l'adjonction des groupes Creusot-Loire (convention nationale sur l'énergie) et Peugeot-Citroën (conférence de presse du premier secrétaire).

Le bureau exécutif unanime a également décidé une prise de participation majoritaire (...) assurant la maîtrise de la collectivité, dans la sidérurgie. Ces propositions doivent figurer dans le programme commun «réactualisé».

Les nationalisations sont un moyen à la fois d'assurer la

relance de l'économie conformément aux orientations du plan démocratique par la mise en œuvre des grands programmes industriels et de favoriser l'apparition de nouveaux rapports de production dans les entreprises, grâce au contrôle étendu des travailleurs.

(...) Le transfert de propriété doit porter sur la totalité du capital.

La nationalisation comprendra dans chaque groupe la société-mère et les principales filiales.

ACTUALISATION DU PROGRAMME COMMUN MOTION I

«Les trois partis signataires sont d'accord pour considérer qu'il s'agit bien d'une actualisation et non d'une refonte globale, les principales dispositions restant adaptées à la situation présente».

▷ SUR L'EUROPE

L'EUROPE MOTION II

«Le PS doit lier la mise en œuvre de l'élection du Parlement européen au suffrage universel (...) à la stricte limitation des pouvoirs de cette assemblée à leur niveau actuel».

«Avant d'accepter que la gauche se divise sur une question aussi grave, les socialistes ne doivent ménager aucun effort pour tenter de parvenir à une position

commune avec leurs partenaires». (Annexe motion II)

«On ne rappellera jamais assez que Willy Brandt a réclamé pour l'Assemblée européenne des pouvoirs constituants». (Annexe, motion III).

POUR «UNE EUROPE DES TRAVAILLEURS» MOTION I

«(...) Un repli national est une hypothèse inconcevable aujourd'hui».

▷ SUR LE MOUVEMENT POPULAIRE ET SUR LES RAPPORTS AVEC LE PCF

SUR LE MOUVEMENT POPULAIRE (COURANT 1)

«Dans le parti et hors du parti, certains entendent privilégier ce qu'ils appellent «le mouvement populaire» et le distinguer de l'action des organisations des travailleurs, partis, syndicats et associations : un tel projet est contradictoire avec notre projet politique. Nous rejetons cette théorie. Il importe que le parti ne fasse pas la moindre concession aux illusions «basistes» et au verbalisme «ultra-révolutionnaire» de certaines tendances de la gauche française. Ces tendances n'ont pas leur place dans nos rangs pas plus que les partisans d'une politique centriste.

Évitons les équivoques : au lendemain de la victoire de la gauche, c'est sur l'action des partis et des organisations démocratiques, en particulier du parti socialiste, et non sur un mythique mouvement des masses que reposera la possibilité pour notre peuple d'exprimer ses volontés».

SUR LA SYNTHÈSE MOTION II

«C'est donc pour des raisons de fond, qui tiennent à la conception que nous nous faisons du parti, que nous recherchons à ce congrès, un accord politique entre l'ensemble des courants (...).»

MOTION II LA STRATÉGIE DE LA GAUCHE : RASSEMBLER POUR VAINCRE

«La gauche doit approfondir encore son union, pour faire pièce aux desseins de la droite, qui entend tirer partie de la moindre féture».

«Rassembler le peuple et renforcer l'union de la gauche et son élargissement».

L'APPLICATION DU PROGRAMME COMMUN MOTION II

«Devant l'ampleur des difficultés, la gauche pourrait être tentée de renoncer à l'application du programme commun».

RAPPORTS AVEC LE PCF MOTION II

«Le parti communiste, qu'il s'agit d'associer à l'entreprise de l'union de la gauche sans lui laisser la possibilité de la rompre à son avantage. (...)

(...) Cette tendance prend une forme particulièrement dangereuse lorsqu'elle vise à transformer le PCF en simple réservoir de voix et à refuser, (...) de l'associer réellement à l'action commune».

«Sans cesser de maintenir le rapport de force qui permet le dialogue avec le PC, le PS doit s'attacher à faciliter son évolution (...).»

LUTTES OUVRIÈRES

Rouen : salaires de misère, chômage LES TRAVAILLEURS A L'OFFENSIVE

De notre correspondant Yvon DARCQUES

Saparel (Barentin)

Non aux salaires de misère, 2 400 francs pour tous !

Depuis le vendredi 10 juin, 85% des ouvriers de Saparel sont en grève. C'est donc 700 grévistes qui ont décidé de dire non aux conditions de travail très dures de l'usine. La plupart des femmes sont payées en-dessous du SMIC, à des taux horaires de 8,96 F de l'heure, pour ce qui est du complément de salaire, on trouve un boni, basé sur le rendement des travailleurs.

Chez Saparel, les femmes représentent 90% du personnel. De leur côté, les hommes se trouvent à des postes de manutentionnaires. Leurs salaires ne sont pas meilleurs : ils se situent dans une fourchette de 1 400 à 1 600 F par mois.

Cette entreprise du groupe CGE spécialisée dans la fabrication de disjoncteurs a

connu il y a deux ans, 150 licenciements. Des embauches ont été réalisées depuis mais toujours avec des contrats de six mois et avec pour menaces, de ne pas être réembauché au bout du contrat, si la travailleuse ne garde pas sa cadence aux chaînes. Un cahier revendicatif a été déposé, exigeant : une augmentation des salaires, pas de salaires inférieurs à 2 400 F, la

semaine de 40 heures, une journée d'ancienneté par 5 ans de présence, une prime de vacances, le 13^e mois.

Les ouvriers demandent également : pas d'emplois au rendement pour le personnel handicapé ou âgé de plus de 50 ans. La direction observe un mutisme complet. Quant au personnel, il est bien décidé à la faire plier !

Demulder - Gajac

«Il n'y aura pas de vacances, il faut gagner notre emploi !»

Cette phrase inscrite sur la lourde porte métallique qui bloque l'entrée de l'usine, depuis le début de la semaine, donne le ton de la détermination des travailleurs de cette entreprise à mener une lutte intransigeante pour le maintien de leur emploi. Le bilan a été déposé le 5 avril 77 par le tribunal de commerce de Rouen. Cette entreprise, spécialisée dans la fabrication métallique employait à l'origine 136 ouvriers. Ceux-ci avaient réussi grâce à leur

ténacité, à implanter une section syndicale CGT très combative. Dès l'annonce du dépôt de bilan, les travailleurs occupaient les locaux. Un espoir de reprise leur avait été donné par les syndicats et comme nous le disions dans un article du 21 avril, ceux-ci promettaient que deux entreprises reprendraient l'usine. Les travailleurs n'oubliaient pas alors qu'une situation analogue s'était produite dans la région de Rouen, plus exactement à l'imprimerie

Rouennaise le 29 septembre 1975. Là aussi, les syndicats nommés par le tribunal de Rouen leur avait promis monts et merveilles. Le résultat : 135 licenciements.

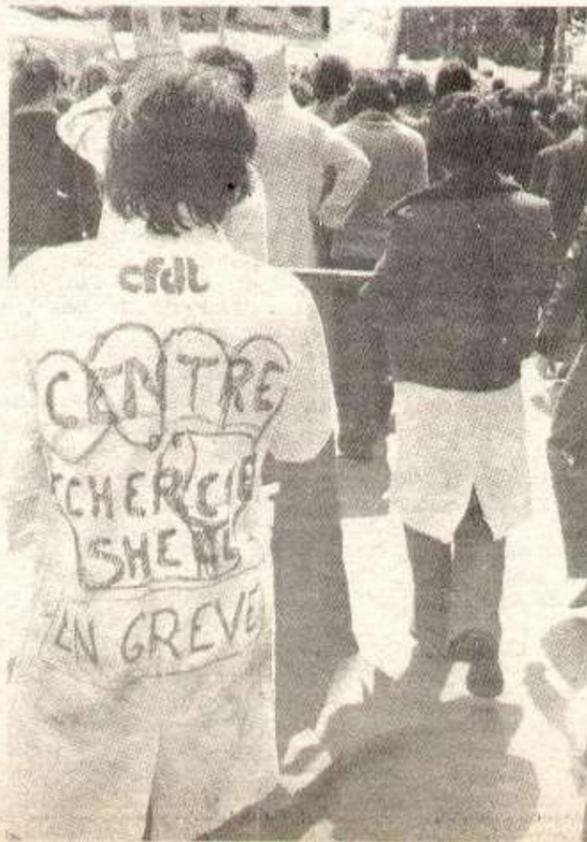
Les faits renforçaient à l'époque la méfiance des ouvriers de Demulder. L'homme-miracle dans la personne de Jean Aoustin, nouveau directeur de la société d'exploitation Demulder et Gajac prenait l'usine en main tout d'abord par un «petit dépoussiérage» : 30 ouvriers étaient

licenciés puis comme il disait : «On est tous dans le même bain, retrouvons nos manches». Puis l'homme-miracle laissait entendre après les 30 premiers licenciements que le prêt de deux millions 500 000 francs ne lui était pas accordé. Pour tous ces messieurs, les travailleurs n'étaient plus que des noms prêts à être inscrits sur des feuilles de licenciements. Aussi, chez Demulder et Gajac, les piquets de grève sont réapparus. Les travailleurs n'attendent pas 78. La petite phrase d'un travailleur au soir d'un dépôt de bilan, donne son sens à cette affirmation : «Cette année, il n'y aura pas de vacances. Il faut gagner notre emploi».

Shell (Petit-Couronne)

Mesures d'intimidation anti-grève

150 travailleurs de la raffinerie Shell de Petit Couronne, sont depuis le mardi 14 juin en congés forcés, pour une période indéterminée. Les ouvriers ont donc été contraints de prendre leurs jours de congés ou de repos par anticipation. Dans un communiqué, la direction soulignait que l'arrêt était imposé pour des raisons de sécurité, en précisant que les trois mouvements de grève de 24 heures du mois de mai avaient éprouvé sévèrement le matériel. La direction veut faire payer les trois mouvements de grève engagés par les travailleurs depuis le 24 mai qui exigeaient le 13^e mois, l'augmentation des effectifs, la cinquième semaine de congés payés, la réduction du temps de travail. Cette décision est d'autant plus grave qu'elle camoufle un lock-out forcé et surtout une remise en question du droit de grève, sans oublier qu'une telle mesure pourrait dorénavant être suivie dans les autres centres pétroliers.



Bordeaux

LES IMPRIMERIES DE LABEUR EN GREVE

Jeudi 9 juin un important mouvement de grève générale illimitée a éclaté chez les travailleurs du labeur de la Gironde. Ils exigent 6,7% d'augmentation, une prime de transport, et une heure d'information syndicale pour les entreprises de moins de 50 salariés.

Ce mouvement, largement suivi, touche plus de 800 travailleurs de la région de Bordeaux. Il s'agit d'une large offensive des travailleurs du labeur, qui se développe également dans la région de Saint-Etienne, par des débrayages, et dans les Charentes, où les travailleurs ont engagé une grève illimitée. Autour de ces

Nettoyeurs du métro

«Il faut compter sur nos propres forces et rester à la CFDT»

Meeting aujourd'hui 20h30
à la Mutualité

L'Assemblée générale des nettoyeurs du métro d'hier a été particulièrement mouvementée. En ouvrant la séance le représentant de l'UD CFDT devait s'étendre longuement sur le compte rendu de la rencontre de la veille entre le patronat et les syndicats, qui pourtant n'avait pas abouti à des concessions sérieuses de la part des patrons : 26 centimes d'augmentation horaire, ce qui fait 50 francs par mois, alors que les grévistes en réclament 600, 709 francs de prime de fin d'année au lieu du 13^e mois, plus un certain nombre de concessions particulièrement minimes. L'ensemble des propositions patronales pouvant se résumer en 3 mots : mépris des travailleurs.

Les grévistes n'attendent pas la fin de l'interminable liste de centimes pour manifester leur colère. Mais à plusieurs reprises, on imposa le silence. «Il faut d'abord traduire l'ensemble des acquis, on votera après».

Pendant ce temps, l'impatience arrivait à son comble et un travailleur prit la parole pour résumer l'opinion générale. Il rappela d'abord les revendications des grévistes, avant de s'en prendre violemment aux propositions patronales : «Nous n'avons pas fait vingt jours de grève pour des centimes, et encore des centimes, nous allons continuer la lutte !» Un tonnerre d'applaudissements, de cris d'approbation devaient lui répondre. De toute évidence, l'écrasante majorité des grévistes était favorable à la poursuite du mouvement. Néanmoins, le repré-

sentant de la CFDT exigea qu'on vote dans les formes, en s'y prenant par deux fois : les voix pour, puis les contre. «Les camarades qui sont contre, doivent pouvoir le dire sans qu'on se batte entre nous». L'intention était certes louable, mais cette insistance était plus de nature à aggraver des contradictions qu'à en résoudre : s'il est un problème que les grévistes du métro n'ont pas rencontré, c'est précisément celui-là. Le vote se fit néanmoins, pendant qu'on commentait cette attitude. Le représentant de la CFDT, changeant de ton, précisa sa position pour dissiper le malentendu que son souci de la forme avait suscité : «Nous sommes d'accord pour dire qu'après vingt jours de grève, ce qui est offert est insuffisant, et qu'il faut poursuivre».

On passa bientôt à la question du rassemblement prévu à l'entreprise n° 6, pour exiger de la direction le retrait des menaces de licenciement contre un camarade du comité de grève, délégué CFDT. Quelle ne fut pas la surprise quand le représentant de l'UD annonça que l'intervention se ferait lundi après l'assemblée générale. Le militant menacé prit alors la parole : «Au début, l'UD-CFDT nous soutenait, maintenant, elle semble se lasser. Il faut qu'elle prenne ses responsabilités. On va donc là prendre au mot, et si lundi, elle oublie sa parole, nous la dénoncerons. Il faut compter sur nos propres forces, et rester à la CFDT, car c'est un outil pour la lutte». Cette déclaration souleva un grand enthousiasme. Cette mise au point se montrant nécessaire à un moment crucial de la lutte, pour préserver l'unité la plus grande. L'importance de la période pour la lutte se manifeste d'autant plus que seront annoncés des nouvelles agressions policières dont les travailleurs du métro ont été victimes.

Philippe DANZAIN

LUTTES OUVRIÈRES

Cheix en Retz (Loire Atlantique) : pique nique de soutien aux paysans expulsés

Les Mouillé, fermiers au Bois aux Moines, sont de nouveau menacés. Non contents de les priver de leur outil de travail, les Rondineau, les propriétaires, tentent de leur voler leurs économies.

Avec l'aide des Paysans Travailleurs et d'un large comité de soutien, la famille Mouillé a retrouvé une terre après son expulsion. Aujourd'hui, le propriétaire réclame 60 000 francs pour occupation illégale, l'affaire vient de passer en justice de façon expéditive et scandaleuse, le 18 mai.

Pour soutenir les Mouillé, pour la défense du droit syndical un pique nique meeting est organisé au Bois aux Moines (à Cheix en Retz) dimanche 19 juin.

Première grève aux FAPS (Vernon)

Les travailleurs des Fonderies et Acieries de Paris Seine, à Vernon occupent l'entreprise. Aux FAPS, les conditions de travail sont désastreuses : silicose et accidents sont le sort quotidien des travailleurs, pour la plupart immigrés. Pour plus de 40 h de travail, des salaires de misère, bien souvent inférieurs à 1 700 F. Récemment, une section CGT puissante a pu se construire, et depuis le 9 juin, la grève illimitée a éclaté, pour obtenir 2 200 F minimum, le treizième mois, une prime de vacances, les bleus gratuits, et une prime de fabrication. Les travailleurs sont solidement unis et décidés à obtenir satisfaction. Ils ont pu surmonter toutes les tentatives de les diviser, et ils organisent le soutien. Une manifestation de soutien était prévue pour vendredi. Cette lutte est le premier mouvement d'ampleur qui ait eu lieu aux FAPS, où par deux fois déjà des tentatives de créer des sections syndicales avaient échoué. Mais les 700 travailleurs, après la victoire constituée par la naissance du syndicat, entendent bien remporter celle de la satisfaction de leurs revendications.

Lemoerder/Florange (Moselle) : riposter à la répression

Depuis le 13 juin, plus de 90 % des 250 travailleurs de Lemoerder sont en grève. Le 14 juin, ils étaient rejoints par les 100 travailleurs de Someflor, entreprise voisine. Lors de l'implantation récente de ces deux sociétés sur la zone industrielle Sainte Agathe de Florange, en plein cœur de la vallée sidérurgique de la Fensch, un grand battage était organisé sur cette initiative «créatrice d'emplois», en pleine crise de la sidérurgie. Mais pour les travailleurs de ces sociétés la réalité était toute autre, dans ces entreprises de pièces automobiles : cette réalité c'était les salaires de moins de 1 800 F, l'augmentation des cadences...

Face aux revendications des grévistes et des sections syndicales CFTD et CGT : pas de salaires inférieurs à 2 200 F, 13^e mois, prime de vacances minimum de 1 250 F, suppression des abattements sur prime, la direction menace de fermer et de déménager. Mais ces menaces n'ont fait que renforcer la détermination des travailleurs et amplifié le mouvement de solidarité autour de leur lutte. Voilà qui donne un avant goût des projets d'installation d'entreprise pour répondre aux licenciements dans la sidérurgie.

Saint Vulbas (Isère) : débrayage de 24 heures contre la répression

Les 270 travailleurs de l'entreprise SPIE, qui participe à la construction de la centrale de Bugey sont en grève depuis plusieurs semaines. Ils exigent 300 F par mois et l'amélioration des conditions de travail. Pour toute réponse à leurs revendications, la direction a décidé le lock-out des travailleurs, pour la plupart des immigrés, et leur remplacement par des intérimaires. Aussi, mercredi dernier, l'ensemble des ouvriers travaillant sur le chantier pour différentes entreprises ont débrayé pendant 24 heures, pour soutenir les grévistes lock-outés.

Lip

JOURNÉES PORTES OUVERTES AUJOURD'HUI ET DEMAIN

A la veille des journées «Portes ouvertes» dans l'usine de Palente ce week-end, ce sont à nouveau les démêlés avec la justice bourgeoise, qui ont occupé l'esprit des travailleurs de Lip, au cours de l'assemblée générale quotidienne, hier vendredi.

Les Lip réunis se sont entendus d'abord confirmer une bonne nouvelle : le jugement du tribunal de Paris devant lequel le comité d'entreprise de Lip avait déposé plainte pour vices de forme dans la procédure de licenciement de 900 Lip en avril 76, leur est favorable.

Jeudi matin, les syndicats et la justice ont tenté à nouveau de couper la ligne téléphonique de l'usine. On ne compte plus les provocations répétées ; Mais, comme ils l'ont fait à chaque occasion, les Lip ont riposté du tac au tac, se rendant en manifestation au tribunal pour demander que la ligne téléphonique soit immédiatement rétablie. Ces mêmes juges s'étant défilé à cette rencontre, les Lip ont peint alors leurs mots d'ordre sur les cloisons intérieures de la fameuse institution. Le préfet outré par cette «insolence» porte l'affaire devant les tribunaux.

La rumeur courait d'une

possible intervention policière. Rumeur renforcée par le fait que les flics rodent un peu plus nombreux qu'à l'accoutumée autour de l'usine de Palente, ainsi que des éléments louches d'extrême droite. Ici les travailleurs, ont tiré du lâche attentat de Reims une leçon de vigilance...

Aussi par prudence, les Lip ont-ils mis à l'abri les montres qui se fabriquent à nouveau, dans l'usine et qui seront présentées à la première vente publique samedi et dimanche.

Pour autant, cette nouvelle alerte n'a pas entamé le moral et la sérénité, des Lip

Mais à la bonne impression produite par cette victoire juridique, que tout le monde s'accorde à reconnaître comme bien modeste, tout de même, faisaient place d'autres sentiments avec l'annonce que le préfet du Doubs venait de déposer plainte à l'encontre des Lip, les accusant «de dégradation de monument public».

Pourquoi à nouveau ces attaques et ce harcèlement continuels des pouvoirs publics et des liquidateurs judiciaires ?

qui hier, ont mis la dernière main aux préparatifs des 2 journées. Dans le hall, Charles Piaget, achève le panneau sur la crise de l'horlogerie dans le Doubs, des ouvrières dressent le stand des objets en tissus, bois et fer forgé qui seront également proposés à la vente. Cela, tout en guettant d'un œil attentif le ciel ensoleillé qui s'est levé sur Palente et qu'on voudrait voir demeurer ainsi au moins jusqu'à lundi !

On attend des milliers de visiteurs. La participation des ouvriers en lutte de SCPC, Cip, Reulliac, des paysans du MIVOC et du Larzac est assurée. Celle des ouvriers de

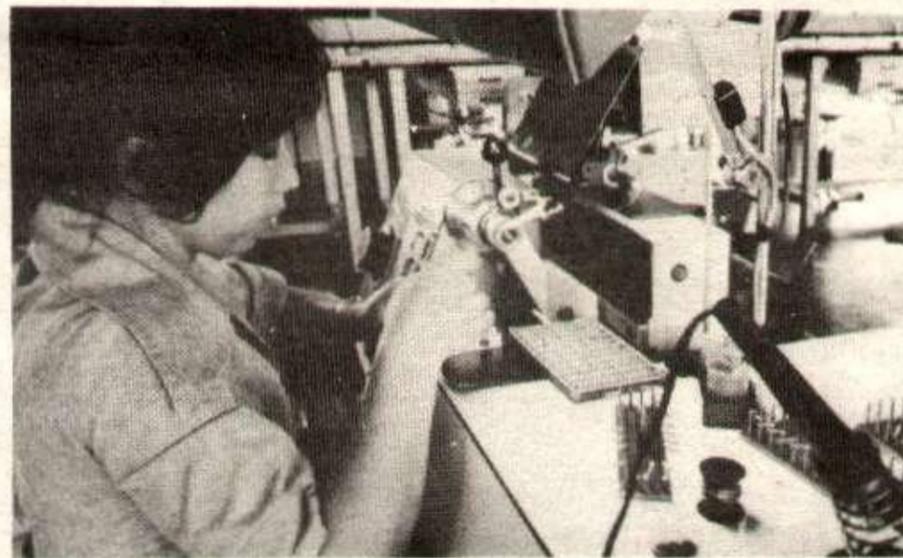
Schlumpf et de Roth-Strasbourg est annoncée. Mais on s'inquiétait aussi d'une possible défection de dernière heure des «Réos».

Ceci a relancé le débat à peine entamé de la situation des conflits longs pour l'emploi, condamnés au pourrissement par la bourgeoisie, et le bilan encore à faire de leur coordination.

Bien sûr, plus d'un Lip entend en reparler ce week-end et certains regrettaient qu'aucun cadre de discussion n'ait été fermement programmé au cours de ces 2 jours pour mener ces nécessaires débats. Tout au plus, le choix de décider de possibles débats de cette nature-ci été laissé à l'initiative des commissions mises en place dans la lutte... Pourtant, on a présent à l'esprit que, pour tous les travailleurs qui viendront, une même somme de questions, et d'interrogations formera la toile de fond politique de ces problèmes : 78, et après ? Comment «forger dans l'aujourd'hui le socialisme de demain ?», ainsi que le proclame le dernier «Lip Unité». Et quel socialisme ?

Les militants du PCRMi seront partie prenante de ce débat, qu'ils contribueront à animer en soumettant à la discussion le «Manifeste pour le socialisme».

J. LEBLOND



Soloci-Solomi (Kœnigsmacker)

Après 100 jours d'occupation, LA LUTTE A PAYÉ

Il y a maintenant cent jours, les travailleurs et travailleuses de Soloci-Solomi-Satram décidaient d'occuper leur entreprise, mise en liquidation judiciaire. On voulait les «mettre à la rue» en douceur, mais depuis plus de trois mois, leur revendication a toujours été la même : «Travailleurs : oui, chômeurs : non !» «Pas un seul licenciement !»

Ces trois mois de lutte ont renforcé la détermination des Soloci : que de fois, ils ont eu à affronter des manœuvres de toute nature, et chaque fois, ils ont su répondre du tac au tac ! Hier, la lutte a payé. Il y a quelques jours, une société parisienne, la SOFER, faisait une proposition de rachat, ne reprenant que 32 personnes. Immédiatement, les travailleurs démontrèrent

qu'ils n'étaient pas prêts à se laisser flouer, il n'était pas question d'accepter une reprise avec licenciements. Le directeur de la Sofer a du faire marche arrière. Ainsi, un accord était signé le 16 juin entre le directeur de la Sofer et le représentant (Comité d'action CFTD) des travailleurs en lutte.

Dans un premier temps, 53 travailleurs sont repris, l'ensemble du personnel étant réembauché les mois suivants, pendant cette période, ils seront indemnisés par les ASSÉDIC. D'autre part, cet accord comprend un certain nombre de garanties non négligeables du point de vue du droit syndical, du maintien des salaires et de l'ancienneté ; le 13^e mois, inexistant jusqu'alors à Soloci, a été arraché pour tous. Main-

tenant, pour que cet accord puisse être réalisé, il faut les signatures des syndicats administrateurs et du juge-commissaire. Les Soloci ont donc décidé de maintenir leur vigilance, les syndicats, appelés ici «liquidateurs» n'en étant pas à leur première manœuvre. «Aujourd'hui, nous avons presque remporté la victoire, mais il faut rester en éveil pur obtenir une victoire totale», devait déclarer un responsable CFTD à l'issue des négociations avec la Sofer. «La lutte que nous avons menée nous a ouvert les yeux sur beaucoup de points, nous sommes conscients que pour obtenir la réalisation complète de cet accord, une fois ratifié, il ne faudra pas baisser les bras», soulignait un responsable du Comité d'Action CFTD. «Nouvelle Soloci», tel sera

le nouveau nom donné à l'entreprise rachetée par la Sofer, «Nouvelle» à plus d'un titre...

A l'heure de la restructuration de la sidérurgie lorraine, de la fermeture d'Usinor, la détermination, la combativité et enfin la victoire des Soloci sont un exemple qui doit être largement popularisé. Gageons que «L'Humanité» qui n'a pas soufflé mot de la lutte pendant toute sa durée, saura encore se taire sur la victoire des Soloci. Mais là encore, la «discretion» des municipalités PCF avoisinantes n'a pas été sans poser des questions chez les Soloci, sur la nature véritable de ce parti au-delà des déclarations d'intention.

Correspondant Thionville

INFORMATIONS GÉNÉRALES

L'aide au retour pour les travailleurs immigrés

UNE PRIME DE DIVISION

Les 100 000 travailleurs immigrés recensés comme chômeurs dans les ANPE vont recevoir lors de leur prochain pointage une lettre de Stoléru, secrétaire d'État chargé des travailleurs immigrés. Dans cette lettre, le gouvernement propose aux immigrés chômeurs une «aide au retour» de 10 000 F s'ils acceptent de regagner leur pays. D'ici un mois, chaque travailleur immigré inscrit à l'ANPE devra dire s'il accepte ou s'il refuse cette proposition du gouvernement.



Cette mesure entre dans le cadre de la politique du gouvernement sur le chômage. De plus en plus, les catégories de chômeurs sont bien différenciées. Il y a les jeunes, les vieux, les femmes, les cadres. Et maintenant les travailleurs immigrés. Créer la division au sein de la classe ouvrière, opposer les jeunes et les vieux, les travailleurs français aux travailleurs immigrés, tel est le but du

gouvernement. Et c'est dans ce but qu'il fait aux travailleurs immigrés la proposition de l'aide au retour. En accordant cette «prime au retour», le gouvernement ne compte pas qu'un nombre important d'immigrés rentreront du pays, il vise essentiellement à semer des germes de division entre ouvriers immigrés et français. «Offrir» 10 000 F aux immigrés pour leur retour, c'est les différencier des

chômeurs français, et accentuer le racisme et la pression pour les contraindre à quitter la France. Seuls les travailleurs immigrés remplissant une double condition, bénéficieront de l'aide.

Ils doivent être en situation régulière sur le plan du séjour et du travail et entrer dans la catégorie des demandeurs d'emploi bénéficiant d'allocations de chômage. D'autre part, le bénéficiaire ne percevra le montant de l'aide qu'une fois rentré dans son pays d'origine. Pour le travailleur immigré, cette aide est avant tout un voyage de non-retour car il ne lui sera plus permis de revenir en France ensuite. Beaucoup d'immigrés, mal informés sur les véritables desseins de cette aide, pourraient l'accepter croyant pouvoir rentrer en France après. Cette aide peut, un moment, leur permettre de subvenir aux

besoins de leur famille, mais 10 000 F, qu'est-ce que c'est ? Ils pourront vivre quelques mois, et après ? Ce sera, le plus souvent, à nouveau le chômage, au pays cette fois.

«Accorder» l'aide au retour aux immigrés est une solution très économique pour le gouvernement. Dès que le travailleur immigré accepte l'aide, non seulement on lui retire ses permis de séjour et de travail, mais en plus il perd les sommes qui lui sont dues avant l'expiration de sa période d'indemnisation. Pour les travailleurs immigrés, l'aide au retour, cela signifie partir de France sans pouvoir y revenir, c'est également une perte de revenus importants.

Pour le gouvernement, cette mesure est également l'occasion d'accroître officiellement son contrôle sur les travailleurs immigrés chômeurs.

MONTANT DE L'AIDE

Elle est fixée à 10 000 F pour le travailleur immigré bénéficiant d'allocations chômage, à 10 000 F également pour son conjoint, à condition qu'il soit dans la même situation. Sinon le conjoint salarié obtient 5 000 F. Pour chaque enfant mineur, salarié ou chômeur reconnu, l'aide sera de 5 000 F. Le prix du voyage «aller» sera couvert pour chaque bénéficiaire de l'aide.

Paris Marais

UN PROJET DE RÉFECTION LÉGÈRE CONTRE LES PROMOTEURS-CASSEURS

Que valent les paroles du pouvoir sur la qualité de la vie, le maintien des habitants dans leurs logements, la réhabilitation des logements anciens sans que cela n'entraîne des loyers ségrégatifs ? Les habitants de certains îlots du Marais ont leur idée là-dessus. Après avoir dû s'opposer au projet Maeght qui voulait chasser les habitants actuels du Marais pour en faire un musée de luxe, ils font face actuellement à la ville de Paris et à la RIVP, société d'économie mixte qui veut appliquer un projet de rénovation de luxe dont les conséquences seraient de chasser tous les actuels habitants des quartiers populaires. Pour parvenir à ses fins et décourager la résistance des habitants, la ville de Paris laisse se dégrader les immeubles et ne loue pas les logements vides.

L'Inter Comité du Marais qui regroupe des locataires opposés à ce projet de rénovation et l'APAUM (Atelier Populaire d'Architecture et d'Urbanisme), qui regroupe des architectes et des professionnels du bâtiment, tenaient vendredi une conférence de presse au cours de laquelle ils ont présenté un projet de réfection légère des immeu-

bles qu'ils opposent au projet de rénovation de la ville de Paris. Deux fois moins coûteux, ce projet permettrait aux habitants de rester sur place pendant et après les travaux et de conserver à ce quartier son caractère populaire. Ce projet élaboré en commun avec les locataires par des architectes, est la démonstration claire de la possibilité de s'opposer à la restauration de luxe, et du fait qu'une réhabilitation de l'habitat ancien est possible sans entraîner le départ des locataires modestes. C'est une démonstration qui a valeur d'exemple pour l'ensemble des locataires des logements anciens de Paris et des autres villes concernées par la réhabilitation.

Depuis quatre mois, six familles mal logées occupent des logements vides dans l'îlot Saint Paul et soutiennent la lutte des autres locataires pour une réfection légère. En elle-même, cette occupation est une résistance aux projets de la ville de Paris. Le tribunal a prononcé l'expulsion de cinq des six familles occupantes pour le 22 juin. L'Inter Comité du Marais soutient les six familles qui ont décidé malgré l'arrêt d'expulsion,

de demeurer dans leurs logements.

Pour appuyer ces revendications, l'Inter Comité du Marais (coordination des comités de défense des locataires) organise un ras-

«Les auxiliaires se ramassent à la pelle...»

et le chômage les emporte, avec la misère qui s'ensuit, tu vois, il faut s'organiser pour ne plus te faire exploiter.

Ces strophes chantées sur l'air des «feuilles mortes» devant les portes du rectorat de Rouen par une centaine d'enseignants en grève à l'appel du SGEN-CFDT, soulignent que dès le mois de juin, des milliers de travailleurs non-titulaires de l'Éducation Nationale sont licenciés sans scrupules, ni préavis et le plus souvent sans indemnités.

Depuis la journée du 24 mai, le SGEN-CFDT de Rouen a organisé plusieurs journées d'actions pour in-

sembler la population sur les problèmes de l'emploi dans l'Éducation Nationale. Donc quatre rassemblements avec pique-nique et débat public ont eu lieu à Louviers, Lillebonne, Dourgtheroulde et Neuchâtel. Le mercredi 15 juin, 18 enseignants étaient licenciés.

Ce mois est pour le rectorat la période de la grande lessive. Une commission est mise en place, dite de «fin de fonctions». On annonce alors aux représentants syndicaux le nombre de condamnés qu'on mettra dans la charrette des condamnés. Théoriquement, les syndicats ont le droit de défendre les enseignants à qui reproche la plupart des choses inacceptables, telles que tenue vestimentaire, fautes pédagogiques. L'arsenal pédagogique est long, en fait, tous les prétextes sont bons. Un rassemblement suivi d'une manifestation a eu lieu à Rouen.

Serge LIVET

Mort d'un tueur Werner Von Braun

Le «savant» Werner Von Braun est décédé hier d'un cancer. Né en Allemagne, il avait mis au point les premières fusées militaires ; les V1 et les V2 qui furent les armes les plus meurtrières de l'Allemagne nazie pour laquelle il travailla en toute connaissance de cause, et notamment sans ignorer l'existence des camps de concentration. Après la défaite du nazisme, il fut fait prisonnier par les USA qui bien vite lui offrirent de participer à la mise au point de leurs fusées militaires. Aussi zélé pour servir l'impérialisme US que le nazisme, il fit progresser l'arsenal US. Sur la base des fusées militaires, il participa à la construction des fusées Saturne du programme astronautique US, c'est une fusée Saturne qui permit aux Américains de mettre pied sur la Lune.

Verneuil : le promoteur saccageur poursuit 17 manifestants

Dix-sept des manifestants qui occupent depuis le 13 juin les voies d'accès à un terrain boisé ont été déferés jeudi devant le tribunal des référés de Versailles. Ils s'opposaient avec plusieurs centaines d'habitants de Verneuil à la construction d'un lotissement sur un bois de Verneuil et empêchaient les bulldozers d'entrer en action. Le promoteur qui veut réaliser de juteuses affaires en faisant construire dans un parc boisé, réclame 100 000 F de dommages et intérêts aux occupants du chantier.

Olympic-Bravery : verdict encourageant pour les pollueurs

M. Tsiros, commandant de l'Olympic-Bravery peut s'estimer heureux. Il peut si ça lui chante provoquer une nouvelle marée noire, il ne risque pas grand chose. Jugé pour avoir échoué son super-pétrolier sur la côte d'Ouessant, le commandant de l'Olympic-Bravery a été condamné à 1 500 F d'amende et le chef mécanicien à 1 000 F par le tribunal maritime associé au tribunal de commercial de Brest. Dans ces conditions pourquoi se gênerait-il ?

Des limites dans les concessions ?

«Nous ne nous définissons pas par rapport au PC, pas plus que par rapport à M. Debré — même si nous pouvons avoir des thèses voisines occasionnellement. Nous considérons simplement que l'Europe, actuellement, fournit un environnement peu favorable à la gauche... Je n'aurais certainement pas voté (ce texte) comme cela». C'est comme cela que Chevènement a présenté les positions du CERES au «Figaro», le jour de l'ouverture du Congrès de Nantes. Il a voulu ainsi montrer à la tendance majoritaire que la minorité du PS n'était pas prête à n'importe quelle concession. Belle préfiguration de ce que sera l'«unité» de ce parti après les élections de 78 si la gauche les gagne.

Métro : 11 francs le carnet au 1^{er} juillet «Un compte rond»

Tandis que les tarifs de la RATP augmenteront en moyenne de 6,5% en juillet, celui du carnet métro-bus augmentera de 10%. Le prix du ticket vendu en carnet passera donc de 1 F à 1,10 F. Pourquoi cette hausse de 10% alors que Barre préconisait que les hausses ne dépasseraient pas 6,5% ? La réponse fournie par la RATP démontre un mépris sans borne pour les usagers du métro. Celle-ci déclare en effet que la hausse de 10% a des causes essentiellement pratiques. A en croire la RATP, ce serait même une faveur qui serait faite aux usagers puisque, grâce à ce compte rond, on pourra leur rendre la monnaie plus rapidement.

Au détail, le ticket de seconde vaudra 1,70 F (au lieu de 1,60 F). La carte hebdomadaire passera de 7,20 F à 7,80 F, la carte orange vaudra 48 F au lieu de 45 F.

POLITIQUE

«L'amélioration du commerce extérieur»

DERRIÈRE LE MAQUILLAGE DES CHIFFRES, LES DIFFICULTÉS DE BARRE

Au-delà des querelles parlementaires qui secouent la «majorité», le gouvernement continue à faire de la situation économique l'axe central de son action. Même si Barre ne répète plus, et pour cause, que les élections de 78 seront gagnées par le seul fait du recensement économique du pays, il n'en reste pas moins que chaque chiffre pas trop

L'explication officielle est que les mesures «anti-chômage des jeunes», décidées le mois dernier, ne sont pas encore entrées en application ! Ces indices d'amélioration économique, il ne faut pas non plus les chercher du côté des prix : l'indice du mois de mai avoisine encore les 1 %. L'objectif fixé par le premier ministre d'une hausse de 6,5 % sur l'ensemble de l'année n'est plus pris en compte par personne : les experts de la Chambre économique, dont les intérêts sont pourtant proches de ceux de Barre, estiment «qu'au mieux» la hausse sera de 8,5 % pour 77.

Aggravation du chômage, aggravation de la hausse des prix, que reste-t-il à se mettre sous la dent pour la propagande giscardienne ? Le commerce extérieur. A l'inverse des données précédentes, les chiffres de mai sont abondamment diffusés et commentés : «notre» commerce extérieur n'a accusé qu'un déficit de 441 millions de francs ce qui,

comparé au 1,6 milliard du mois de janvier, est un indéniable succès. La question se pose alors de savoir si cette situation va durer, et si, comme on le laisse entendre dans certains milieux politiques de la majorité, «la France a enfin retrouvé la place économique qui lui revient sur l'échiquier mondial».

A propos des chiffres de mai, deux observations sont à faire qui montrent mieux la nature de l'exploit :

1. Cette réduction du déficit n'est pas due à un nombre plus important d'exportations, mais au contraire à une diminution de nos importations et à un ralentissement des échanges : un certain nombre d'industriels ont constitué des stocks de matières premières à la fin de 76, pour éviter de supporter les hausses prévues en début d'année. L'État a montré l'exemple avec le pétrole : au mois de mai, les importations de pétrole ont été infimes, la France vivant sur les réserves

mauvais est aussitôt exhibé comme une preuve tangible du succès de l'action du plan Barre. Pourtant, ces preuves, il ne faut pas les chercher du côté des chiffres du chômage : celui-ci a encore augmenté dans des proportions importantes, puisque 60 000 nouveaux chômeurs sont venus s'ajouter à la déjà trop longue liste.

2. Il faut prendre en compte également l'argument qui sert de leitmotiv au PCF : les comptes du commerce extérieur ne concernent que les échanges commerciaux, sans que les frais de transports ou d'assurance soient intégrés. Selon le PCF, ces frais divers coûtent 1,2 milliard pour le mois de mai.

les fameuses «indicateurs économiques» : ainsi, pour la première fois depuis très longtemps, la Caisse d'Épargne a versé plus d'argent au mois de mai qu'elle n'en a encaissé. La vraie raison en est simple : beaucoup de petits épargnants sont obligés de retirer de petites sommes sur leurs économies pour finir le mois. La raison ministérielle, elle, est tout autre : si les petits épargnants ont retiré de l'argent, c'est pour souscrire à l'emprunt Barre !

LE TUNNEL

Rossi lui-même, le ministre du commerce extérieur ne crie pas trop victoire après la publication de ces chiffres, ce qui laisse augurer ce que seront les prochains. Il est vrai que dans les cabinets ministériels, on déploie des trésors d'imagination pour habiller

Toutes ces dissimulations ne sauraient masquer une réalité, celle que soulignent les experts de la Chambre économique, celle que souligne le Bureau International du Travail, celle que soulignent les experts de la Communauté européenne : le tunnel de la crise dans laquelle se trouve la bourgeoisie française est tellement long qu'on n'en voit pas le bout.

Nicolas DUVALLOIS

LUTTES OUVRIÈRES

Dépôt du Printemps (St Denis)

UNE SEMAINE DE GRÈVE POUR LES 300 FRANCS. LES CARISTES REJOignent LES EMPLOYÉS

A l'île Saint-Denis, depuis le 10 juin, les travailleurs du dépôt principal du Printemps sont en grève.

Travailler au Printemps, c'est être embauché en catégorie 3 avec un salaire de base de 2 065 francs. Et si l'on a la chance de recevoir une promotion, on peut au bout de plusieurs années, espérer atteindre 2 353 francs en catégorie 6. Une employée ancienne dans l'entreprise de 15 ans gagne actuellement en catégorie 5 : 2 450 francs, avec plusieurs paliers comme elle le dit. En 76, les travailleurs du dépôt

du Printemps à Saint-Denis avaient obtenu suite à une lutte de 21 jours, la garantie du paiement d'une prime d'activité, versée pour les surcroûts de travail en juillet et en août, et réajustée chaque année avec l'approbation du comité d'entreprise de l'entrepôt.

Cette année, la direction n'a pas daigné consulter le comité d'entreprise et a décidé de verser 400 francs pour les cadres, 300 francs pour les services réception et caristes, 200 francs pour tout le reste de l'entrepôt.

A l'île-Saint-Denis, depuis le 10 juin, les travailleurs du dépôt principal du Printemps sont en grève.

Face à cette décision, les travailleurs de l'entrepôt, en assemblée générale le 10 juin, ont décidé de cesser le travail sur la plate-forme de revendications suivantes : prime d'activité de 300 francs pour tous, en juillet et en août, l'augmentation des salaires, l'augmentation des effectifs et l'amélioration des conditions de travail.

LES EMPLOYÉS DE LA RUE DE CAMBRAI : UN SOUTIEN ACTIF

Dans le même temps, les travailleurs de l'entrepôt de

la rue de Cambrai dans le 19^e, s'unissaient au mouvement par un arrêt de travail vendredi à 99 % (deux cadres refusant de cesser le travail sur l'ensemble du personnel). Mardi 14, suite au refus de la direction de l'entrepôt de négocier, les travailleurs réunis en assemblée générale décident d'envoyer une délégation massive au siège du magasin, rue de Provence, à Paris dans le 9^e. La direction d'exploitation, refusant de recevoir qui que ce soit, les grévistes manifestent autour du Printemps Hausmann pour faire connaître leur lutte aux employés du magasin Hausmann. La décision de durcir le mouvement était alors

prise : les accès et les portes de l'entrepôt de St-Denis étaient bloqués jusqu'à tard dans la soirée, empêchant ainsi la sortie de l'approvisionnement pour les magasins de Paris et la périphérie. Suite à cette action, mercredi 15, les travailleurs reconduisent leur mouvement de grève et sont rejoints par les caristes. La direction fait alors connaître ses intentions : elle propose 250 francs pour les «réserves» au lieu de 200 francs pour les autres, la récupération des heures de grève par deux jours de travail supplémentaires. Voulant s'assurer la reprise du travail, la direction «agrémente» sa proposition par

un chantage à la signature des caristes et de la réception à ne pas faire de grève ! Devant cette proposition, l'assemblée générale a tranché pour continuer la lutte. Jeudi à 10 heures, les travailleurs revenaient rue de Provence pour bloquer les stocks. La direction refusant à nouveau toute négociation, les travailleurs s'installaient dans les couloirs et les locaux, occupant le bureau principal où était le directeur.

Devant le refus de négociations, le personnel répond par la lutte !

Corr. COMMERCE

INTERNATIONAL

Nouvelles d'Amérique Latine

ARGENTINE

VERS UNE NOUVELLE LOI SYNDICALE

Depuis le coup d'État du 24 mars 76, la Junte militaire avait interdit toute activité syndicale, et nommé des «interventores», homme à sa dévotion chargés de contrôler les syndicats. Aujourd'hui, la soi-disant normalisation des activités syndicales, connue sous le nom de «loi des associations professionnelles», limite, en toute légalité, le droit syndical le plus élémentaire. Les syndicats argentins ne pourront pas se regrouper en fédérations et confédérations, ce qui vise à empêcher l'unité de la classe ouvrière et la solidarité en cas de grève. La loi rompt avec les principes de fonctionnement des syndicats en usage au temps du péronisme. L'un des dispositifs les plus répressifs de la nouvelle loi est l'exigence d'une ancienneté minimum, et de l'absence d'antécédents pénaux pour pouvoir se présenter comme candidats. Ceci exclut de fait tous les militants et dirigeants syndicaux qui ont participé à la lutte de classe dans les années antérieures. En effet, les militants ouvriers ont été parmi les plus touchés par la répression de la Junte ; la grève, l'incitation à la grève, la simple demande d'augmentation de salaires, ou d'explications au sujet d'un licenciement, sont assimilés à des délits de «guérilla industrielle». L'équipe fasciste de Videla a encore en mémoire les grandes grèves de l'automobile et de l'électricité (Luz y Fuerza), et cherche à liquider la résistance ouvrière. Elle n'y est pas parvenue jusqu'à présent.

DES SALAIRES DE MISÈRE...

Malgré la «trêve des prix», décidée par le ministre de l'économie Martínez de Hoz, l'inflation continue à tourner autour de 300 % par an ! Sont exclus de cette trêve, le gaz et l'électricité, le téléphone, l'essence, le prix des moyens de transports, les soins médicaux, les loyers qui viennent d'augmenter récemment, et les impôts. C'est pourquoi l'augmentation de 43 % du salaire minimum décidée le 8 juin est dérisoire par rapport à la baisse du pouvoir d'achat des travailleurs. Encore cette augmentation ne s'applique-t-elle pas au secteur public. Un des piliers du plan de redressement économique de Martínez de Hoz est la suppression du déficit budgétaire par la compression du personnel de la fonction publique et la baisse de ses salaires. Dans la seule province de Buenos Aires, 30 % des enseignants du primaire ont dû quitter leur poste : leur salaire ne leur permettait plus de vivre. Dans la même province, en 10 mois, plus de 16 agents de l'État ont été licenciés.

BOLIVIE

Lors de la dernière réunion de l'OIT (Organisation Internationale du Travail) à Genève, des syndicats boliviens en exil ont dénoncé le projet d'installation de 125 000 colons d'Israël, d'Afrique du sud, et de Rhodésie, à la frontière envers le Brésil et la Bolivie.

COLOMBIE

Les luttes étudiantes ont pris une certaine ampleur en Colombie. Quatre des universités colombiennes sont fermées ; professeurs et étudiants dénoncent l'insuffisance du budget de l'éducation, les interventions fréquentes de la police qui viole les franchises universitaires, et le fait que compte tenu du prix des études, l'Université est de plus en plus réservée à une élite. La fédération colombienne des professeurs a décidé la grève à partir du 8 juin dernier, notamment pour protester contre la nomination par le gouvernement de Lopez Michelsen d'un nouveau recteur à l'université de Bogota. Les étudiants ont dû affronter la police à Bogota et Cali.

Ces mouvements coïncident également avec un développement des luttes ouvrières. Après la grève générale de la semaine dernière, et les manifestations qui se sont déroulées, on s'attend à une poursuite du mouvement dans le secteur ferroviaire. Les travailleurs protestent contre la hausse du coût de la vie qui a atteint 4,7 % pour le seul mois de mai, ce qui représente une hausse de 42,5 % pour les 12 derniers mois.

EQUATEUR

A l'occasion de la grève générale de l'Union Nationale des Enseignants équatoriens, commencée le 18 mai dernier, le gouvernement équatorien se dévoile et déclenche une répression accrue. Il a promulgué récemment un décret anti-grève. A Guayaquil, un étudiant a été tué par balles par la police, qui a dispersé violemment des manifestations ; à Portoviejo, au cours d'une manifestation commune d'ouvriers et d'étudiants, en solidarité avec la grève de l'UNE, un ouvrier a été tué. Plusieurs arrestations ont été opérées, notamment celle du secrétaire général de la Fédération Nationale des Ouvriers du Café.

Belgrade

LES DIVERGENCES AFFIRMÉES DES LA SECONDE SÉANCE

Dans son premier discours, le délégué soviétique, Yuli Vorontsov a affirmé qu'il fallait créer «une atmosphère constructive et un échange de vues fructueux», qu'il fallait «faire le bilan des aspects positifs» depuis deux ans et «se tourner vers le futur» en examinant les nouvelles propositions. Il a demandé aux pays participants de ne pas se critiquer les uns les autres, ni d'examiner les violations de tel ou tel pays, de certains aspects de l'accord d'Helsinki.

En termes clairs, il a délibérément demandé que la question des droits de l'homme ne soit pas évoquée à Belgrade, et que la conférence se consacre aux nouvelles propositions. Les seules émisses l'ont été par l'URSS qui propose la création de trois conférences sur l'énergie, les transports et l'environnement d'une part et de prolonger «la détente politique ou détente militaire» d'autre part.

En face de cette politique

aux objectifs clairement affirmés, il n'y a guère de contre-propositions, sinon une tentative pour éviter que les propositions soviétiques soient le centre des débats. Pour ce faire, les États-Unis ont soutenu une résolution des Neuf de la CEE qui demandait que soient créées des commissions qui seraient chargées d'examiner l'application de chaque point de l'acte final d'Helsinki, les discussions de fond étant renvoyées au sommet qui doit se réunir en

principe à l'automne.

Cette proposition n'ayant reçu aucune réponse positive, la conférence devait examiner vendredi une proposition espagnole qui définit simplement l'ordre du jour de la conférence sans faire aucune proposition sur son déroulement.

Déjà, on devine que la conférence va traîner des semaines, les États-Unis ne montrant guère d'empressement à finir et les Soviétiques cherchant à achever avant Noël.

Soweto

GRÈVE GÉNÉRALE ET MANIFESTATIONS : LA POLICE TIRE

La journée du 15 juin à Soweto a été marquée par une grève générale, très suivie malgré les menaces des patrons et le déploiement policier. Les trains reliant Soweto, le quartier d'habitation noir et Johannesburg, là où ils travaillent, étaient vides. Le matin, la voie avait été partiellement détruite par un attentat à la bombe, mais le trafic a pu être partiellement maintenu.

A Soweto, depuis le matin, les blindés de la police étaient entrés en action contre les manifestants. Les flics utilisaient des grenades lacrymogènes au talc, qui fixent les gaz dans les cheveux des manifestants, des machines à éternuer, mélange de gaz lacrymogènes et de gaz étouffants.

Dans le cours de la journée, des manifestations nombreuses ont tenté de prendre d'assaut les barrages dressés par la police en plusieurs points de la ville. La police a tiré blessant

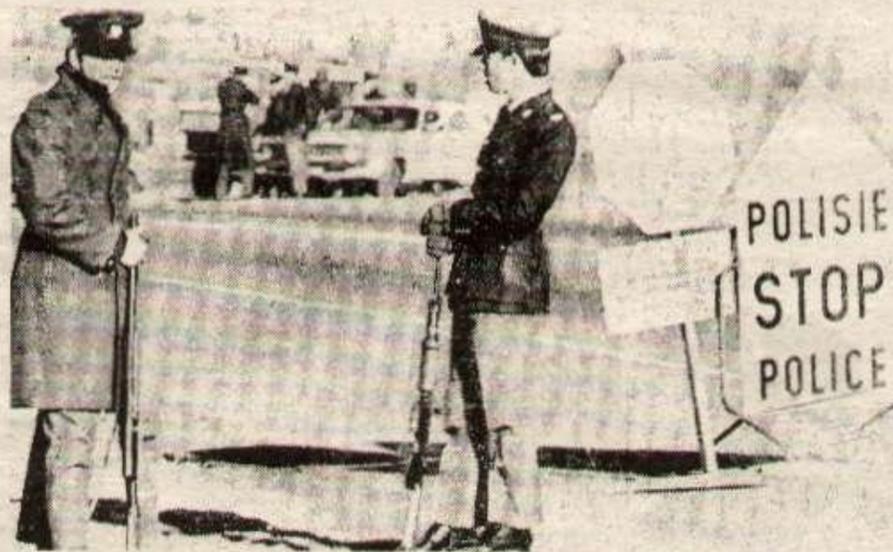
grièvement neuf manifestants.

LES TUEURS PARLENT

Le chef des tueurs sud-africains, le ministre de la

justice Kruger a fait une intervention très remarquée à la télévision au moment où les racistes appréhendaient un nouvel essor des manifestations. Il a violemment attaqué les activistes africains en assurant qu'ils

suivaient un entraînement atroce au terrorisme. Puis il a déclaré que les noirs ne parviendraient jamais à réussir une révolution, que c'était «une idée risible car les forces de l'ordre étaient trop fortes pour eux» (111)



2 jours avant les manifestations, la police raciste sur le pied de guerre

ELECTIONS EN ESPAGNE

SUAREZ CONFIRMÉ COMME PREMIER MINISTRE, LES PROBLEMES RESTENT

Suarez a été confirmé par le roi, au poste de premier ministre dès l'après midi de vendredi, son parti a remporté confortablement les élections, frisant la majorité des sièges. Le dépouillement a trainé en longueur et certains bruits de manipulations pour certains bureaux de votes se font entendre. Mais ils ne modifient pas le sens profond de ce scrutin taillé sur mesures, que la bourgeoisie espagnole a mis

sur pied pour remodeler sa domination, lui donner une forme démocratique bourgeoise occidentale, appuyée sur l'armée et la police héritée de Franco.

Les problèmes restent. Contre la crise, la bourgeoisie maintient le plan d'austérité, forte de ce retour à la démocratie elle peut tenter la mise en place d'un «pacte social». Mais les espoirs et les aspirations nées de la chute de Franco, s'ils n'a-

boutissent pas à la suite d'un scrutin destiné à consolider la dictature bourgeoise, ne sont pas morts. La bourgeoisie a gagné une

certaine stabilité que les tractations en vue de la création d'un gouvernement matérialiseront, mais sans doute pas pour longtemps.

LA RÉPARTITION DES SIÈGES (350)

Union du Centre :	168
PSOE :	116
PCE :	19
Alliance populaire : (Franquiste)	17
PSP :	6

Pendant ce temps en Europe...

Un nouveau traité sur l'interdiction des essais nucléaires

Le premier ministre britannique, Callaghan a annoncé qu'un nouveau traité avait été mis au point par les USA, l'URSS et la Grande-Bretagne. Les négociations pour son adoption vont commencer en juillet. Il prévoit l'interdiction de tous les essais nucléaires.

Les mêmes pays avaient été à l'origine du traité de Moscou interdisant les essais nucléaires, sauf les essais souterrains. Il visait ainsi à interdire l'acquisition de la technologie des armes nucléaires à tous les pays qui n'avaient pas une maîtrise suffisante pour procéder à des essais souterrains. L'impérialisme avait refusé de le signer, afin de développer sa propre force nucléaire et de s'affirmer face au monopole nucléaire soviéto-américain.

Aujourd'hui, sous la pression continue des Soviétiques, il est contraint de s'engager de plus en plus clairement à revenir sur cette politique. Nul doute que des pressions intenses vont peser contre Giscard pour qu'il aille signer le nouvel accord.

Genscher à Moscou

Le ministre allemand des Affaires Etrangères vient d'effectuer un voyage à Moscou. Le communiqué commun signé à l'issue de la rencontre affirme que les deux pays «se prononcent pour le ralliement de tous les pays au traité de non-prolifération nucléaire». Moscou a ainsi acquis un engagement de plus qu'il peut opposer à l'impérialisme français. Genscher s'est dit impressionné par la chaleur de l'accueil qu'il avait reçu. Après avoir lancé de violentes attaques contre la RFA, en novembre dernier par le biais de notes diplomatiques, les Soviétiques déploient pour elle ses affabilités au moment où ils choisissent le durcissement contre l'impérialisme US et où ils exercent les plus violentes pressions contre l'impérialisme français.

A Bonn : la non-prolifération

La question de la non-prolifération nucléaire était au cœur des discussions entre Giscard et Schmidt à Bonn. Les deux impérialismes ont décidé de coordonner leur politique en matière d'exportation de technologie nucléaire face aux pressions américaines. Cela signifie qu'une politique commune en matière de non-prolifération devait être adoptée. Contrairement à l'impérialisme français, l'impérialisme allemand a signé le traité de non-prolifération et a réaffirmé son attachement à ce principe à Moscou.

Bangkok : le procès des anti-fascistes commence

Le procès des étudiants arrêtés à l'université de Thammasat lors du coup d'Etat s'est ouvert le 17 juin. Ceux que les tueurs fascistes avaient matraqué, qu'ils avaient mis à plat ventre dans la cour de l'université, qui sont dans les prisons depuis huit mois, sont accusés aujourd'hui de trahison et risquent la peine de mort. Cette parodie de justice est le prolongement des assassinats d'anti-fascistes sur les corps mutilés desquels les tueurs s'acharnaient encore. C'est celle qui accompagne le maintien des impérialistes américains dans un pays qui s'en dégageait timidement.

Un cartel de l'uranium organisé par une compagnie pétrolière américaine

La compagnie américaine Gulf Oil a reconnu devant le Congrès américain qu'elle avait participé à partir de 1972 à un cartel de l'uranium qui fixait les prix sur le marché mondial. La société française Uranex faisait partie de ce «Club». Avec la compagnie US, la société canadienne Eldorado Nuclear, l'anglaise Rio Tinto Zinc, la Sud Africaine Nucliar Fuel Corp et l'Australie, elles se sont partagé les marchés au niveau mondial, de telle sorte que les pays producteurs dans le Tiers Monde n'avaient aucune possibilité de lutter sur les prix fixés par le cartel, et les pays acheteurs étaient incapables de faire jouer la concurrence entre les sociétés.

PARMI VOS LETTRES

LES BRIMADES DANS LE TRAIN DE CHÂTEAU-THIERRY...

J'ai pu constater l'autre jour un aspect particulièrement révoltant des conditions dans lesquelles sont transportés les travailleurs de la région parisienne.

Coup de gens de ce fait voyagent généralement en 1^{re}, ces « premières » sont d'ailleurs la plupart du temps déclarées « déclassées » par un papillon accolé sur le wagon par la SNCF.

Deux refus. C'est bientôt le wagon entier qui refuse de payer. Départ piteux des contrôleurs. Mais arrivés en gare de Meaux, nous sommes tous surpris par un étonnant déploiement de forces de police sur le quai.

nombreuses protestations, tout ce beau monde a l'air embêté, le départ des flics est précipité, le chef de gare se volatilise. Au commissariat, les travailleurs immigrés seront rapidement relâchés... Manifestement, il y a eu « boulette ». Mais ce fait divers que je tenais à vous signaler me paraît significatif d'un aspect à ajouter à votre enquête : les transports sont souvent pour les travailleurs, en particulier les immigrés et les jeunes une occasion supplémentaire d'être brimés et réprimés.

L. L. PARIS

Le train de 7 h 12 en gare de l'Est, allant de Paris à Château Thierry emmène chaque matin de nombreux travailleurs, en particulier immigrés vers leur lieu de travail. Curieusement, ce train qui plus est très vétuste ne comporte qu'un wagon de 2^e classe. Beau

Le mercredi 8 juin, à 7 h 20, contrôle des billets dans un wagon de 1^{re}. D'après les contrôleurs, il s'agit d'un wagon de « véritables premières » et non de 1^{re} déclassées (1) et ils commencent à exiger l'amende de 30 F. Un refus.

Le chef de gare, avisé « d'une révolte de voyageurs dans le train de Château-Thierry » (1) a appelé les flics. Ils sont là, et c'est une véritable rafle. Ils laissent passer les français, mais retiennent les immigrés et les embarquent. Devant les

«La façon dont je ressens ma situation de chômeuse»

«Croyez que nous en sommes désolés, et que nous ne manquerons pas dès que la situation le permettra de vous rembourser».

C'est le coup de grâce, la douche glacée, on essaie bien de parlementer un peu, d'accord on s'y attendait mais en se refusant à y croire vraiment.

Du point de vue légal, tout y est : autorisation de l'inspection, lettre recommandée, préavis. Du côté des employées, une prise de conscience. «C'est dégueulasse», un certain soulagement aussi d'être passé à côté, compassion, mais pas de rapport de force à opposer.

«Alors quoi on ne fait rien?»

Voilà, il faut partir, quitter les lieux rapidement, pas la peine de faire son préavis.

«Cela vous donnera le temps de rechercher du travail à tête reposée».

Le licencié a une odeur de révolte, inutile de contaminer les autres ? Voilà ce que pense le patron. On pourra toujours se battre mais du dehors, du moins essayer...

Et on recommence, l'A.N.P.E. constatation un peu amère, il semble qu'elle n'ait pas désempé depuis la dernière fois, on écoute d'une oreille distraite, même papiers, mêmes horaires de pointage, même couleur de carte... Il faut dire que la dernière visite ne date que de huit mois. On s'était dit : «Cette fois, c'est fini, j'en suis sortie» et tout est à recommencer.

modifié la présentation des annonces».

Le courrier : surveiller son orthographe, faire son curriculum vitae, et surtout l'épreuve de force dont vous sortez amoindri, aigri, les éventuels employeurs, l'attente interminable au milieu de gens qui sont là pour la même chose que vous et qui espèrent la même chose que vous. On se sourie bien, mais en coin, le cœur n'y est pas, on engage quelques fois la conversation.

— «Vous cherchez depuis longtemps ?

— Et vous ?

— Vous recherchez quoi ?

Et puis arrive la confrontation : surtout ne pas avoir l'air gauche en entrant dans le bureau, être décontracté mais pas trop, et avant tout sourire, sourire quoiqu'il demande. Et c'est l'interrogatoire. Interrogatoire serré, il faut écouter, déjouer les pièges, et surtout il faut débiller, débiller tout ; étaler son expérience, ses préférences, ses activités, ses loisirs, sa qualification, sa famille, sa vie.

Bien sûr, on le traite de salaud, mais dans sa tête seulement. Toute la durée de l'entretien, on va rester stoïque, et quand brusquement il vous annonce : «On vous écrit», il est trop tard. Vous sortez très vite en rentrant chez vous, vidée, écourée, vous tournez comme un rat en cage, et vous attendez que le temps passe et vous pensez que demain peut-être...

Fabienne, une chômeuse qui n'en est pas à son «premier coup d'essai»

NANCY

Le journal : «Tiens, ils ont

COMMUNIQUÉ

Le combat sanitaire du peuple palestinien

MUTUALITÉ : 19 JUIN DE 14h30 à 18h30

Avec le Dr Fathi Arafat Président du Croissant Rouge Palestinien et des représentants de l'Union des femmes et de l'Union des travailleurs palestiniens et un médecin palestinien.

Sous la présidence du professeur Milliez
ASSOCIATION MÉDICALE
FRANCO-PALESTINIENNE

**TÉLÉPHONEZ
AU
QUOTIDIEN**



636.73.76.
DE 13 H A 18 H 30

**SOUSCRIVEZ
AUX 10 MILLIONS
POUR LA
TRANSFORMATION
DU QUOTIDIEN
DU PEUPLE**

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 Compte N° 7713 J
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

RASSEMBLEMENT COMMUNISTE

THIONVILLE LE 19 JUIN

DÈS 13 H, PARC WILSON

(près des Nouvelles Galeries)

• Musique, stands des usines en lutte, Sacilor, Sollac, Usinor, Micheville, des cheminots, des mineurs,
• Livres, crèches, buvette

A 15 H SALLE DU BEFFROI

• LES TRAVAILLEURS ACCUSENT
ET PRENNENT LA PAROLE :

— Des sidérurgistes de SACILOR,
— Des ouvriers de SOLOCI
— Des mineurs de Merlebach
— Des jeunes frappés par le chômage
— Avec les camarades d'USINOR—Dunkerque et ouvriers de LIP.
— D'Italie, les ouvriers révolutionnaires face à la crise

• INTERVENTION CENTRALE DU
SECRÉTAIRE FÉDÉRAL :

LA FRANCE DE DEMAIN,
C'EST LA FRANCE SOCIALISTE

A 18 H : DÉBAT

Nationalisations ? Gestion démocratique ?

Si la gauche gagnait,
ce serait toujours le capitalisme.

Une seule issue : le socialisme, le pouvoir aux travailleurs !

• FILM : L'USINE DE GÉNÉRATEURS

En Chine socialiste, les ouvriers en lutte pour renforcer leur pouvoir.

Vignette : 5 F

RASSEMBLEMENT COMMUNISTE BORDEAUX

SAMEDI 18 JUIN 1977
À BORDEAUX - DE 14 HEURES À 18 HEURES
Salle Son-Tay - rue Son-Tay
(près de la gare Saint Lo)

1ère partie :

— Les travailleurs prennent la parole. Cette société fait faillite, nous voulons une autre société, dirigée par la classe ouvrière. Avec des ouvriers de la Chimie (usine Simplex), des ouvriers de l'Alimentation, des ouvriers de l'Aéronautique, des employés de la Sécurité Sociale, des ouvriers immigrés, des syndicalistes révolutionnaires, des jeunes travailleurs, des ouvriers vétérans communistes, ex-membres du PCF.

— Intervention centrale du PCRml : «Le capitalisme, c'est la crise, si la gauche l'emporte en 78, ce sera toujours le capitalisme, une seule solution, la révolution socialiste !».

2ème partie :

— Espagne : 3 jours après les élections... avec des révolutionnaires d'Espagne.

— URSS : Témoignage sur la lutte des opposants en URSS.

— Projection du film «l'usine de générateurs» de Joris Ivens, sur le pouvoir des ouvriers dans les usines chinoises.

— Stands des peuples en lutte, musique révolutionnaire, buvette.

Section de Bordeaux du PCR ml

Elise

ou la vraie vie

Claire Etcherelli

Collection «Lettres Nouvelles»
copyright Édition Denoël 36^e épisode

Grimper, enjamber, m'accroupir, regarder à droite, à gauche, derrière, au-dessus, voir du premier coup d'œil ce qui n'est pas conforme, examiner attentivement les contours, les angles, les creux, passer la main sur les bourrelets des portières, écrire, poser la feuille, enjamber, descendre, courir, grimper, enjamber, m'accroupir dans la voiture suivante, recommencer sept fois par heure.

Je laissai filer beaucoup de voitures. Daubat me dit que cela ne faisait rien puisqu'il était avec moi pour deux ou trois jours. Gilles le lui avait confirmé.

— Ensuite, ils me mettront à la fabrication. Sur son poignet, je voyais les aiguilles de sa grosse montre. Encore une heure et demie...

Quand il resta moins d'une heure à travailler, je retrouvai des forces et je contrôlai très bien deux voitures à la suite. Mais l'élan se brisa à la troisième. Au dernier quart d'heure, je n'arrivais plus à articuler les mots pour signaler à Daubat ce qui me paraissait non conforme. Certains ouvriers nettoyaient leurs mains au fût d'essence qui se trouvait là.

— Ceux-là, me dit Daubat, ils arrêtent toujours avant l'heure.

Je les enviai.

Nous contrôlâmes jusqu'à la fin, et quand la sonnerie se fit entendre, Daubat rangea posément nos plaques dans un casier, près de la fenêtre.

Une joie intense me posséda. C'était fini. Je me mis à poser des questions à Daubat, sans même prêter attention à ce qu'il me répondait. Je voulais surtout quitter l'atelier en sa compagnie, j'avais peur de passer seule au milieu de tous les hommes.

Dans le vestiaire, les femmes étaient déjà prêtes. Elles parlaient fort, et, dans ma joie de sortir, je leur fis à toutes de larges sourires.

A six heures, il reste encore un peu de jour, mais les lampadaires des boulevards brûlent déjà. J'avance lentement, respirant à fond l'air de la rue comme pour y retrouver une vague odeur de mer. Je vais rentrer, m'étendre, glisser le traversin sous mes chevilles. Me coucher... J'achèterai n'importe quoi, des fruits, du pain, et le journal. Il y a déjà trente personnes devant moi qui attendent le même autobus. Certains ne s'arrêtent pas, d'autres prennent deux voyageurs et repartent. Quand je serai dans le refuge, je pourrai m'adosser, ce sera moins fatigant. Sur la plate-forme de l'autobus, coincée entre des hommes, je ne vois que des vestes, des épaules, et je me laisse un peu aller contre les dos moelleux. Les secousses de l'autobus me font penser à la chaîne. On avance à son rythme. J'ai mal aux jambes, au dos, à la tête. Mon corps est devenu immense, ma tête énorme, mes jambes démesurées et mon cerveau minuscule. Deux étages encore et voici le lit. Je me délivre de mes vêtements. C'est bon. Se laver, ai-je toujours dit à Lucien, ça délasse, ça tonifie, ça débarbouille l'âme. Pourtant, ce soir, je cède au premier désir, me coucher. Je me laverai tout à l'heure. Allongée, je souffre moins des jambes. Je les regarde, et je vois sous la peau de petits tressaillements nerveux. Je laisse tomber le journal et je vois mes bas, leur talon noir qui me rappelle le roulement de la chaîne. Demain, je les laverai. Ce soir, j'ai trop mal. Et sommeil.

la suivre

«LA CORRUPTION EN UNION SOVIÉTIQUE»

DE ILJA ZEMTSOV
aux éditions Hachette

Comment fonctionne le parti révisionniste en Union Soviétique ? Ilja Zemtsov, qui a quitté l'Union Soviétique depuis 1973, l'explique dans son livre «La corruption en Union Soviétique». Ancien membre du département de l'information du Comité Central du Parti Communiste d'Azerbaïdjan, l'une des Républiques située au sud de l'URSS. Il était plus précisément chargé de collecter les informations destinées au secrétaire du Parti et de rédiger certains de ses discours et rapports comme tous les services du département de l'information.

LE SERVICE DE L'INFORMATION

Ce service avait été mis en place par le secrétaire du Parti : sachant qu'aucune des informations qu'il recevait n'était plus exacte que celles qu'il envoyait lui-même à Moscou, le secrétaire avait mis sur pied un

organisme de sociologues, libres de travailler sans limitations, pour effectuer des enquêtes dont les rapports lui étaient remis personnellement. Sachant ce qui se passait, il pouvait y faire face d'une part, et envoyer ses rapports à Moscou en tenant compte des problèmes réels. Mais surtout cela lui donnait barre sur l'ensemble des responsables du Parti.

COMMENT SE RECRUTENT LES RESPONSABLES ?

Avec un foisonnement d'informations et de faits, Zemtsov montre combien sont grands les écarts entre les faits et les paroles. Mais surtout, il montre comment est cimenté le Parti : autour d'un système où chaque responsable a à son service une série de responsables du rang inférieur qui sont ses obligés, lui doivent leur place, lui versent une sorte de rente sous forme de «ca-

deaux». Et l'ensemble des responsables du Parti d'Azerbaïdjan avaient leurs protecteurs à Moscou, auxquels ils versaient des rentes sous forme de travaux d'artisanat, cognac, caviar, etc. pour assurer leur place. Plus le rang est élevé, plus le prix à payer pour l'atteindre est important, plus la rente à verser est importante

Les chefs du Parti utilisent les richesses comme leurs propres biens, et ainsi se constitue une classe qu'ils dirigent dictatorialement recrutée sur la base de l'argent, soumise à la volonté des chefs du Parti et vouée à imposer la dictature à la classe ouvrière qui se révolte. Tout se paie : l'entrée à l'université, un diplôme, une place de professeur, etc.

UNE ÉPURATION

Mais la place de ces tyrans est cependant fragile, soumise aux décisions bru-

tales de Moscou qui enserrait toutes les républiques dans les rets du KGB. Ainsi Aliiev, le général du KGB de Bakou avait accumulé un dossier important sur les chefs du Parti qui avaient été soutenus par Khrouchtchev. Quand celui-ci tomba, Aliiev envoya un rapport catastrophique sur la situation en Azerbaïdjan, suggérant de remplacer tous les dirigeants. Brejnev propose le poste de chef du Parti au général du KGB si efficace. Les têtes tombèrent, les nouveaux patrons arrivèrent, ils étaient plus rapaces encore que les anciens, exerçaient un arbitraire encore plus tyrannique sur leur classe, une dictature encore plus impitoyable.

Ce portrait de la nouvelle bourgeoisie ne saurait être complet sans l'évocation de la révolte du peuple qui lui fait peur et dont la force apparaît parfois irrésistible.

Grégoire CARRAT

SAMEDI 18 JUIN

TF 1

13 h 00 - TF 1 actualités
13 h 35 - Les musiciens du soir
14 h 05 - Restez donc avec nous
17 h 55 - Trente millions d'amis
18 h 30 - Auto-moto 1
19 h 05 - Six minutes pour vous défendre
19 h 15 - Eh bien... raconte !
19 h 30 - TF 1 actualités
20 h 00 - Football : finale de la coupe de France
21 h 45 - Sergent Anderson
23 h 10 - TF 1 actualités
23 h 35 - Fin des émissions du samedi

A 2

13 h 00 - Le journal
13 h 15 - Samedi et demi (suite)
13 h 30 - Hebdo chansons-hebdo musiques
14 h 10 - Les jeux du stade
17 h 10 - Des animaux et des hommes
18 h 05 - La télévision des téléspectateurs en super 8
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Flash information
19 h 45 - La tirelire
20 h 00 - Le journal
20 h 30 - Bonheur, impair et passe. *Dramatique*
22 h 10 - Voir
23 h 20 - Jazz
23 h 50 - Les nouvelles
0 h 05 - Fin des émissions du samedi

FR 3

18 h 45 - Touché la tortue
18 h 50 - Le petit théâtre
19 h 05 - Entracte
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Samedi entre nous
19 h 55 - FR 3 actualités
20 h 00 - Outre-mer : la Guyane (2)
20 h 30 - Le pays du sourire. *Opérette*
22 h 10 - FR 3 actualités
22 h 25 - Fin des émissions du samedi

DIMANCHE 19 JUIN

TF 1

13 h 00 - TF 1 actualités
13 h 20 - C'est pas sérieux
14 h 15 - Rendez-vous du dimanche
15 h 45 - Direct à la une. *Le sport en Crine*
17 h 00 - Pierrot la chanson
17 h 30 - «Je ne combattrai plus jamais». *Film*
19 h 15 - Les animaux du monde
19 h 45 - TF 1 actualités
20 h 30 - Les grandes gueules. *Film français dramatique.*
22 h 25 - Pour le cinéma
23 h 35 - TF 1 actualités
23 h 50 - Fin des émissions du dimanche

A 2

13 h 00 - Le journal
13 h 25 - La lorgnette
14 h 15 - Pom, Pom, Pom... Pom
14 h 20 - Ces messieurs nous disent
15 h 45 - Tom et Jerry
15 h 50 - Têtes brûlées
16 h 40 - Trois petits tours
17 h 25 - The muppet show
18 h 00 - Pom, Pom, Pom... Pom (résultats)
18 h 10 - Contre ut
20 h 00 - Le journal
20 h 30 - Musique and music
21 h 40 - La dynastie des Forsyte
22 h 30 - Yehudi Menuhin : le temps d'un silence
23 h 20 - Les nouvelles
23 h 40 - Fin des émissions du dimanche

FR 3

16 h 50 - FR 3 actualités
16 h 55 - Les mystères de la terre
17 h 50 - Espace musical
19 h 00 - Hexagonal
19 h 55 - FR 3 actualités
20 h 05 - Cheval, mon ami
20 h 30 - L'homme en question : Léo Ferré
21 h 30 - Aspects du court métrage
22 h 20 - FR 3 actualités
22 h 30 - Cinéma de minuit : «Justin de Marseille». *Film français*
00 h 05 - Fin des émissions du dimanche

La France du chômage

L'EXPÉRIENCE DE LA CLASSE OUVRIÈRE CONTRE LE CHÔMAGE

1933. L'ANNÉE DES "MARCHES DE LA FAIM" -2-

Par Stéphane RAYNAL

Aujourd'hui la réflexion bat son plein sur les possibilités et modes d'organisation de la lutte contre le chômage, et plus particulièrement de la lutte des chômeurs eux-mêmes. Dans de nombreux Comités de chômeurs ou de lutte pour l'emploi, qu'ils soient CFDT, CGT ou «autonomes», des bilans s'élaborent. Confrontés à la nécessité de réengager l'action contre le chômage, croissant avec les plans Barre I et II, les chômeurs et leurs regroupements militants engagent le débat sur leur expérience. Celle passée, acquise par la classe ouvrière de France (notamment contre le chômage issu de la grande crise d'après 1929) pèse aussi dans le débat, ouvre des pistes pour la lutte actuelle !

A cet égard, la référence à la mobilisation ouvrière des années 30 nous importe, et plus particulièrement l'année 1933, celle des grandes «marches de la faim» des Comités de chômeurs de la Confédération Générale du Travail Unitaire...



En 1933, 23 % seulement des chômeurs touchent une allocation (et encore n'excède-t-elle pas 55 % du strict nécessaire, aux yeux des syndicalistes). Sur 38 000 communes et 42 millions d'habitants à l'époque seules 1874 communes disposent d'un fonds de chômage, aussi symbolique soit-il. Plus d'un million de chômeurs sont non secourus. Au premier décembre 33, on dénombrait 1 410 000 chômeurs complets et 3 025 000 chômeurs partiels dans l'industrie (auxquels s'ajoutent environ 600 000 chômeurs dans le secteur agricole) ! Ce sont les métaux et le textile qui arrivent en tête des contingents de chômeurs. Les femmes ayant perdu leur emploi représentent 30 % des sans-travail mais seulement 20 % des secourus. Il y a un accroissement conséquent de la prostitution (30 000 recensées en 1932). «Toute une généra-

tion est affaiblie, anémiée traitée comme vagabonds» s'indigne le secrétaire confédéral de la CGTU Racamond. «Les naissances diminuent ; la mortalité infantile augmente». Il y eut en 1932, 1 685 suicides recensés comme dûs au chômage, à la misère. Et en fin d'année scolaire, ce seront 300 000 jeunes sur le pavé, guettés par une circulaire scélérate du Ministère du Travail (qui refuse tout secours aux familles dont un enfant de moins de 18 ans ne suit pas les cours professionnels des chambres de commerce) ou par l'odieuse «circulaire 3 084» prévoyant la non inscription au chômage des jeunes ayant refusé de s'engager dans l'armée !

Notons encore, pour compléter le tableau, que le taux de progression du chômage dans la seule région parisienne sur un an était de 35 % !

une somme dérisoire pour l'époque... Des campagnes de presse continues menées par la bourgeoisie, mettaient en cause «les chômeurs professionnels», «les resquilleurs». Le patronat faisait appel aux sans-travail (en vain d'ailleurs !) pour enfoncer les piquets de grève et jouer les jaunes chez Wonder et à Citroën (déjà) ! Mille et une brimades et tracasseries venaient sans cesse remettre en cause jusqu'aux maigres emplois municipaux (lorsqu'ils étaient payés, ce qui n'était pas le cas général) : obligation de fournir soi-même ses outils en

Aveyron et dans la Sarthe, retenues pour Allocations Familiales, à Nevers frais de déplacement (à Paris notamment), intégration au personnel municipal sous peine de radiation et travail forcé non rémunéré par la municipalité SFIO du Mans... Dans le meilleur des cas, c'était les chantiers et brigades forestières (à Rodez on y assignait d'office des chômeurs, pères de famille qui devaient à leur frais partir dans les forêts domaniales de Camarès et Saint Afrique), avec une «allocation de famine» de 7 F pour tout potage !

Sur les 21 000 chômeurs des secteurs recouverts par ces 28 UL, 4 760 sont organisés par la CGTU. Le Comité Central des chômeurs parisiens, «autonome» (mais où la CGTU milite activement), groupait, lui, en février 1933, 55 000 sans-travail. Des actions sont menées à La Courneuve, Choisy, Saint Mandé, Draveil, Blanc Mesnil, Vincennes, dans le 20^e arrondissement de Paris,.... A Caen, La Seyne-sur-Mer, d'importantes interventions contre des municipalités ont lieu. A Lyon 2 000 chômeurs ma-

nifestent aux Terraux. Au Mans, un «comité de surveillance des usines, contre les heures supplémentaires» est créé avec les chômeurs...

La CGTU organise au sein de ses UL des «groupes industriels de chômeurs syndiqués» (regroupant par branche et profession les chômeurs en «commission syndicale»). Mais l'essentiel, aux yeux des syndicalistes révolutionnaires d'alors, c'est l'activité des Comités de chômeurs proprement dits, où la CGTU dispose de 18 % de syndiqués seulement...

QUELS COMITÉS DE LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE

Les efforts de la CGTU portaient essentiellement sur l'unité des chômeurs et actifs (à laquelle l'Union des Métaux Parisiens, l'Union Départementale du Nord accordent une place particulière) marquée par exemple par des débrayages importants des «unitaires» des usines nantaises lors d'une marche des chômeurs sur Saint Nazaire ou encore lors de la «grande marche des chômeurs du Nord» (voir article à ce sujet). Par ailleurs la Confédération de Frachon et Monmousseau s'efforçait de «pénétrer dans les Comités de chômeurs organisés par l'adversaire de classe, les réformistes, les chrétiens... pour y conquérir les chômeurs en organisant leur opposition aux dirigeants, conquérir les sans-travail à l'action de

classe et l'unité d'action». Mais, signe d'un refus de sectarisme et d'un réel souci unitaire, la CGTU travaillait à la construction de «comités de chômeurs indépendants, aidés par la Confédération mais non inféodés, ouverts à tous (sans exception ni distinction de tendance), luttant sur le terrain de classe» !

Cette conception allait d'ailleurs de pair avec une volonté de démocratie prolétarienne dans le fonctionnement des Comités, avec direction élue en assemblée générale, délégués contrôlés et choisis dans la masse des chômeurs. Ainsi, la CGTU se fixait — à juste titre — pour but, de «rompre avec la conception de Comités étroits, ne pouvant mobiliser la masse des sans travail» !

A L'ACTION CONTRE LE CHÔMAGE

A son VII^e congrès confédéral, la Confédération Générale du Travail Unitaire devait tirer un premier bilan de la réplique des chômeurs en 1933 et de son intervention à leurs côtés.

Elle notait un net essor de l'action, surtout dans la région parisienne, contre les radiations, pour l'inscription des femmes de ménage, contre la suppression de l'eau et du gaz, les expulsions, pour des vivres et médicaments, des soins gratuits, des secours immédiats, contre le travail forcé non rémunéré...

Mais la Confédération ouvrière insistait surtout sur la nécessité de développer largement, sans sectarisme aucun, la lutte

et l'organisation des sans-travail et de prendre clairement pour cible l'appareil d'État bourgeois et plus spécialement ses municipalités : «Notre activité est encore insuffisante, et surtout les Comités sont trop enclins à organiser la solidarité (vivres, secours...), sans engager à fond la lutte contre les pouvoirs publics et le système, source du chômage» disait un des rapporteurs. Il poursuivait en indiquant : «Nous avons sous estimé jusque là le problème en n'en faisant pas notre préoccupation constante».

Alors, 28 Unions Locales et 8 Union Régionales avaient vraiment pris la question à bras le

MILLE ET UNE TRACASSERIES

Comme si ce triste constat du chômage ne suffisait pas à la discréditer, la République bourgeoise s'était dotée en outre d'un arsenal de mesures contraignantes, humiliantes et diviseuses. Des commissions paritaires de l'emploi (où siégeaient aux côtés des patrons des représentants de la CGT réformiste de Jouhaux) tenaient le plus souvent le sale rôle de

«tribunaux pour chômeurs» et les radiations venaient plus vite que les allocations ! Les chômeurs placés dans un nouvel emploi par les soins des organismes «paritaires» ne touchaient plus le tarif syndical de la profession mais bien en dessous ; par exemple pour les charpentiers 3,50 F au lieu de 4,50 F et 5 F le mètre carré pour les terrassiers, c'est à dire